



Urbanisme ; Direction de la construction ; Sous-direction du droit de l'habitat ; Bureau de la législation et de l'habitat (1966-1987)

Répertoire (19920437/1-19920437/90)

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1992

INTRODUCTION

Référence

19920437/1-19920437/90

Niveau de description

fonds

Intitulé

Urbanisme ; Direction de la construction ; Sous-direction du droit de l'habitat ; Bureau de la législation et de l'habitat

Date(s) extrême(s)

1966-1987

Présentation du contenu

Sommaire Art 1-90 : Dossiers de contentieux de la construction, 1966-1987

Type de classement

Classement numérique

Nom du producteur

- [Bureau de la législation et du contentieux \(ministère chargé du logement\)](#)

Localisation physique

Pierrefitte

Termes d'indexation

contentieux

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_018138

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

Répertoire (19920437/1-19920437/90)

19920437/1

CX.19 - OP.HLM de la ville de Paris contre la Société COGITEC, Société Barrek et fils (malfaçons dans la construction des HLM à Bagnolet), 1967-1973

CX.20 - Recours de la S.A. de crédit immobilier de Bastia contre l'arrêté de dissolution du 24/07/1964, 1964-1980

1964-1980

19920437/2

CX.65 - Affaire de Mme BAYLE Marie-France, rédacteur à l'OPHLM du Puy-de-Dôme (recours contre les listes d'aptitude aux emplois de Directeur, Sous-Directeur et chef de bureau des OPHLM)

1968-1982

19920437/3

CX.66 - Affaire OPHLM de Nanterre contre Etat et autres, à propos des malfaçons affectant les immeubles du groupe "Macélin Berthelot" et "Provinces Françaises" au lieu dit "La Folie"

1966-1980

19920437/4

CX.93 - Recours de M. LASSAUX Marc contre une décision du Préfet de la Vendée, confirmant une décision de l'Office Départemental d'HLM rejetant la demande d'acquisition de logement, 1967-1970

CX.100 - Affaire de M. CUSENIER Xavier-René contre une décision préfectorale lui refusant la vente de son logement (Bouches-du-Rhône), 1968-1976

CX.102 - Affaire de M. POMMIER Marceau à Marseille (contre une décision préfectorale lui refusant la vente de son logement), 1967-1980

CX.172 - Affaire de M. LEFORT Roger à Reims (contre la décision du Préfet de la Marne lui refusant la cession d'un pavillon HLM qu'il occupe à Reims, 1968-1978

CX.196 - Recours de la S.C.I. "Résidence des Fées" à Sainte-Geneviève-des-Bois contre la décision notifiée le 13/02/1968 par le Directeur de l'Equipement de l'Essonne sur la demande de primes non convertibles à la construction, 1968-1972

CX.208 - Recours de la S.C.I. "Nantes-Trémissinière" contre une décision du Préfet de la Loire-Atlantique du 18/06/1968, rendue en matière d'octroi de primes à la construction, 1969-1980

1967-1980

19920437/5

CX.212 - Recours de la SIPRA (Société Immobilière du Parc Résidentiel des Annonciades) à Meulan, contre un jugement du Tribunal administratif de Versailles du 26/12/1969 rejetant sa requête tendant à obtenir une indemnité de la part de la commune de Meulan en réparation du préjudice que lui aurait

causé divers agissements du Maire, 1970-1981

CX.216 - Recours de l'OPHLM du département de la Manche, contre les décisions préfectorales relatives à l'acquisition d'immeubles HLM par leurs locataires, 1971-1982

CX.217 - Affaire de l'Office Départemental HLM de la Manche contre le Ministère de l'Equipement (cession d'un logement HLM à M. LEPELLETIER), 1969-1970

CX.218 - Affaire de l'Office Départemental HLM de la Manche (cession d'un logement HLM à M. HEC), 1969-1971

CX.219 - Affaire de l'Office Départemental HLM de la Manche (cession d'un logement HLM à M. CORD'HOMME), 1969-1971

CX.264 - Affaire de l'Office Départemental HLM de la Manche (demandes d'acquisition de leur logement par MM. CARIS, MARIE, HAMEL, ANNE, DOUVILLE, GRANDIN et ROBIN), 1970-1975

CX.270 - Affaire de l'Office interdépartemental de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines (loi n° 65-556 du 10/07/1965 - Vente de logements HLM à leurs locataires), 1975-1977
1969-1982

19920437/6

CX.272 - Requête de M. FONTAINE contre l'OPHLM de la ville de Paris (révision d'une estimation de son logement HLM, en vue de l'acquisition de celui-ci), 1971-1978

CX.282 - Recours formé par la SA d'HLM "Centre" contre un jugement du Tribunal administratif de Limoges (opposition à la demande d'acquisition d'un logement à Brive, formulée par M. RANCHER Raoul), 1971-1972

CX.294 - Affaire de la SA HLM "Paris Saverne" contre sa dissolution, 1971-1980

CX.296 - Ville de Royan contre un jugement rendu par le Tribunal administratif de Bordeaux sur un recours relatif au marché de travaux, en vue de la construction d'un gymnase et d'un vélodrome

CX.302 - Omnium d'études et de travaux du Sud-Est contre le Ministère de l'Equipement et du Logement (Construction du Lycée Saint-Exupéry à Saint-Raphaël), 1971-1982

CX.309 - OPHLM de la ville d'Alès contre le Syndic de la faillite de M. ARMANDI, entrepreneur, 1971-1972

CX.312 - Requête de M. FAUTON Robert contre l'OPHLM d'Issy-les-Moulineaux au sujet de la demande d'acquisition de son appartement, 1971-1972

CX.314 - Recours de la Société Coopérative d'HLM "Saint-Anne" (Guadeloupe) (dissolution de la Société), 1971-1974

CX.318 - Recours de l'OPHLM de Sceaux contre une décision du Préfet des Hauts-de-Seine (vente d'un logement HLM à M. Bernard LECOCCO), 1971-1978

CX.319 - Affaire de M. MARTIN Raoul contre la décision du Directeur Départemental de Rennes refusant les primes à la construction, 1968-1971

CX.321 - Affaire du Syndicat des copropriétés de l'Unité d'Habitation Le Corbusier à Marseille contre les Etablissements NEU, Fondation Jeanneret, dit "Le Corbusier", et "la Société ATBAT", en raison des désordres constatés dans le chauffage central de l'immeuble, 1974-1977

CX.322 - Affaire de M. LOREDON contre le refus de lui délivrer des numéros d'homologation et d'agrément du C.S.T.B. (Martinique), 1966-1978
1966-1982

19920437/7

CX.323 - Recours de l'OPHLM interdépartemental de la Région Parisienne contre une décision par laquelle le Préfet des Hauts-de-Seine a déclaré l'Office précité non fondé à refuser l'acquisition des logements HLM aux locataires (voir CX.277), 1971-1977

CX.324 - Recours de la Société Anonyme "Les Travaux du Midi" contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 16/06/1970 (Dommage aux murs et appartements mitoyens au cours d'une démolition d'immeuble), 1971-1973

CX.325 - Affaire de M. DUMAS Pierre à Marseille, contre le Ministère de l'Equipement et du Logement (primes à la construction), 1971

CX.326 - La Fédération Nouvelle des candidats acquéreurs de leurs logements HLM contre les dispositions de la circulaire du Ministère de l'Equipement et du Logement du 23/09/1971, relative aux plafonds de ressources et aux indemnités d'occupation applicables en matière d'HLM, 1971-1973

CX.327 - Affaire de M. HENRY Claude à Vanves (Vente de l'appartement HLM qu'il occupe), 1971-1976

CX.328 - La Banque Alexandre de Saint Phalle et Cie contre un jugement du Tribunal administratif de Paris (versement d'une indemnité à l'OPHLM de la ville de Paris au titre d'un règlement de marchés pour la construction de logements), 1972-1974

CX.329 - Recours de la S.C.I. "Le Saint Martin" à Nice contre une décision de rejet d'une demande de primes à la construction, 1967-1975

CX.330 - Affaire de Mme SCHLOSSER Colette à Paris (recours relatif à l'acquisition d'un logement HLM en vertu de la loi n° 65-556 du 10/07/1965), 1972-1974
1967-1977

19920437/8

CX.331 - Recours de M. Gilbert BLUSSON contre le sursis à statuer opposé à sa demande d'acquisition de son logement par l'OPHLM d'Issy-les-Moulineaux, 1971-1975

CX.322 - Affaire de l'OPHLM de Valence (Drôme) (résiliation d'un contrat d'installation et d'exploitation de chauffage), 1972-1974

CX.334 - Recours de MM. BLONDEAU Jean et KERN Louis contre l'OPHLM Région Parisienne et Ministère de l'Equipement (Vente de logements HLM aux locataires), 1972-1978

CX.335 - Recours de l'OPHLM interdépartemental de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines contre une décision du Préfet des Hauts-de-Seine (au sujet de l'acquisition de logement HLM par M. Gaston DUET à Sèvres), 1972-1975

CX.336 - Recours de l'OPHLM de la Région Parisienne contre une décision du Préfet des Hauts-de-Seine (au sujet de l'acquisition de logements HLM aux locataires), 1972-1974

CX.337 - Affaire de Mme RABUSSEAU Andrée demeurant à Paris (abattement de 10 % effectué sur l'estimation de son appartement HLM, en vue de l'acquisition en vertu de la loi n° 65-556 du 10/07/1965), 1972-1974

CX.339 - Affaire de la S.A. "Bureau Véritas" contre une ordonnance rendue par le Tribunal administratif de Versailles ordonnant une expertise à la demande de l'OPHLM d'Argenteuil Bezon, 1972-1982
1971-1982

19920437/9

CX.340 - Recours de M. ROUCH, constructeur d'une maison à Port-la-Nouvelle (Aude) contre une décision suspendant le bénéfice de l'octroi des primes à la construction, 1970-1975

CX.341 - Affaires LOURIA et VAUZELLE contre l'OPHLM de la Nièvre (construction d'immeubles à Château-Chinon et défaut de surveillance des travaux), 1972-1976

CX.342 - Affaire de M. Jean CAMPET contre un jugement du Tribunal administratif de Bordeaux (prime à la construction), 1972-1975

CX.343 - Requête présentée par la Société S.E.C.M.O. contre l'OPHLM des Bouches-du-Rhône au sujet des désordres apparus dans l'installation du chauffage central d'un groupe de logements HLM à Arles, 1972-1973

CX.344 - Recours devant le Conseil d'Etat de M. JEAN, ex-surveillant des travaux de l'OPHLM de la Mayenne, contre deux jugements du Tribunal Administratif de Nantes, 1972-1983

CX.345 - Affaire de M. HUMBERT Louis (annulation de prime à la construction), 1972-1976

CX.346 - Recours de Mme YOUCEF Yasmine contre l'expulsion du logement qu'elle occupe, 1966-1973

CX.347 - Affaire de la Société MORIANI et Fils contre l'OPHLM de la ville de Vienne (erreurs de calcul et travaux complémentaires non prévus au marché), 1972-1973

CX.348 - Requête présentée par les Architectes de la Société Anonyme "Bureau Véritas", MM. AUBERT, BERNASCONI, BOUTET (contre l'OPHLM de Nice au sujet de désordres apparus dans les fondations du groupe HLM Gorbella à Nice), 1972-1973

CX.349 - Affaire des conjoints BOGUAIS de la Boissière (réquisition de terrains supportant des constructions provisoires à Liévin), 1972-1977

CX.350 - Affaire de l'Office Français d'études et technique et de M. ROUX-DORLUT, architecte, interjetant le jugement du Tribunal administratif de Montpellier (réparation des désordres constatés dans les tuyauteries d'acier de distribution d'eau froide dans les logements d'immeuble), 1972-1982
1966-1983

19920437/10

CX.351 - Affaire de Mme Veuve Gertrude RIVIERE (cession de logements locatifs HLM), 1972

CX.352 - Requête formée par M. BEAUD Roger à Clermont-Ferrand (annulation d'un arrêté du Préfet du Puy-de-Dôme accordant à l'EDF une servitude de passage sur une propriété sise à Espinchal), 1972

CX.353 - Recours de M. PETRI contre des décisions portant refus d'octroi de prime à la construction, 1972-1974

CX.354 - Affaire de M. FISCHER Roland à Paris (abattement effectué sur l'estimation de l'appartement HLM en vertu de la loi n° 65-556 du 10/07/1965), 1972-1974

CX.355 - Affaire du Syndicat National des cadres des services publics et de santé contre le décret n° 62-1087 du 10/09/1962 (intégration des fonctionnaires locaux de l'Algérie, notamment ceux des OPHLM, dans les administrations locales), 1972-1973

CX.356 - Affaire de MM. CHIRINIAN et REY à Avignon contre l'OPHLM de Saint-Chamond (liquidation d'un marché de gré à gré), 1972-1973

CX.357 - Recours de M. Claude FEUVRIER à Dijon contre une décision de l'OPHLM de Dijon sur une demande d'attribution de logement, 1972

CX.358 - Recours de l'OPHLM de la Région Parisienne contre une décision du Préfet des Hauts-de-Seine au sujet de la demande d'acquisition de logements HLM des locataires, 1972-1974

CX.359 - Recours de l'OPHLM de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines contre une décision du Préfet des Hauts-de-Seine repoussant les motifs exposés par l'Office pour s'opposer à la demande d'acquisition de logement présentée par M. RISCHMANN demeurant à Sèvres, 1972-1978

CX.360 - Requête présentée par l'OPHLM des Alpes-Maritimes contre le jugement du Tribunal administratif de Nice condamnant l'Office à payer à la Société "omnium d'études et de travaux du Sud-Est" la somme de 210.000 F avec les intérêts de droit à compter du 20/07/1963, 1972

CX.361 - Affaire de M. GOARIN Alain (recours concernant une annulation provisoire de prime à la construction non convertible), 1972-1974

CX.362 - Sinistre criminel dans une HLM, propriété de la S.A. HLM du canton d'Elbeuf (communication du rapport des experts judiciaires), 1972

19920437/11

CX.363 + CX.365 - Affaire de M. VANDENBERGHE Robert, à Muncq-Nieurlet contre un arrêté du Ministre de l'Equipement suspendant le Conseil d'administration de la S.A. d'HLM du Pas-de-Calais et désignant M. MARCHAL en qualité d'administrateur provisoire, 1972-1977

CX.374 - Recours de M. BERGON (primes à la construction), 1972-1980

CX.375 - Société Civile Immobilière SOTAMO contre Etat (constructions provisoires), 1972-1980

CX.377 - Affaire YVON à Cherbourg (occupation de terrains - constructions provisoires), 1972-1980

CX.379 - Affaire de l'Association des locataires coopérateurs de Verneuil-sur-Seine contre le décret n° 72-216 du 22/03/1972, portant application de l'article 26 de la loi n° 71-580 du 16/07/1971, relative aux HLM, et modifiant la C.U.H., 1973-1976
1972-1980

19920437/12

CX.380 - Requêtes présentées par la Chambre Syndicale des Agents Immobiliers, Administrateurs des biens et Syndics de Copropriétés de Paris et de l'IDF, et autres, contre le décret n° 72-678 du 20/07/1972 (certaines opérations portant sur les immeubles et fonds de commerce), 1972-1975

CX.381 - Affaire de l'OPHLM des Alpes-Maritimes contre un jugement du Tribunal Administratif de Nice, rendu à son préjudice et au profit de la Société Omnium d'études et de travaux du Sud-Est, 1973-1974

CX.382 - Affaire de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (A.N.A.H.) contre un jugement du Tribunal administratif de Caen rendu au profit de Mme BEGLIN, 1973-1979

CX.383 - Recours de Mme et M. FLORENT (vente de logements HLM à leurs locataires), 1973-1974

CX.384 - Affaire de l'OPHLM d'Alfortville contre la Société Henri PLOUCHART et Cie (marchés d'offices d'HLM), 1973-1974

CX.385 - Recours de la S.C.I. "Résidence du Val-d'Oise" contre une décision du DDE portant annulation de décision d'octroi de prime à la construction, 1973-1975

CX.386 - Requête de M. LAURENT Jean-Pierre (primes à la construction) (Vendée), 1972-1975

CX.387 - Affaire de Mme Veuve LENDARO contre l'OPHLM du Cantal (marché de Travaux Publics), 1973-1976

CX.388 - Recours de la Société Industrielle d'études et de travaux contre un jugement du Tribunal administratif de Nice (HLM - Malfaçons), 1973-1984

CX.389 - Affaire de la Société Anonyme Entreprise Robert TOUZET contre l'OPHLM de Chaumont, et M. COMMOY et Mme Gilberte CAZE (architectes) (marchés d'offices d'HLM - Malfaçons), 1973-1976

CX.390 - Recours de M. Georges LESCUYER au sujet d'une décision de refus de prime à l'amélioration de l'habitat rural, 1973-1975
1972-1984

19920437/13

CX.391 - Recours de S.C.I. "Le Puy-Las-Rodas" à Limoges (primes à la construction), 1972-1974

CX.392 - Affaire de l'OPHLM interdépartemental de la Région Parisienne contre M. AILLAUD (architecte), l'Entreprise Déromédi et l'Omnium technique de l'habitation (O.T.H.) (marché de travaux publics, malfaçons), 1973-1975

CX.394 - Affaire de M. GRANDRY à Vendée (primes et prêts à la construction), 1972-1975

CX.395 - Recours de la S.C.I. "Plein Sud" (retrait d'octroi de primes à la construction), 1970-1974

CX.396 - Recours de M. FORLER contre l'OPHLM du Bas-Rhin (personnel des offices d'HLM), 1973-1974

CX.397 - Affaire de M. Henri GREMERET (Menton) (annulation de primes), 1972-1975

CX.398 - Recours de l'Office Public interdépartemental d'HLM de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines contre une décision du Préfet des Hauts-de-Seine (au sujet de l'acquisition d'un logement de Melle TURBANT à Sèvres), 1971-1978

CX.399 - Recours de l'Office interdépartemental d'HLM de la Région Parisienne contre les décisions autorisant la vente des logements HLM locatifs à leurs locataires, 1973-1974

CX.400 - Affaire la Société Nouvelle de Construction et de Travaux contre l'Office d'HLM interdépartemental de la Région Parisienne (marché à régler), 1972-1973

CX.401 - Recours de la Société Ouvrière d'Entreprise du Bâtiment (S.O.E.B.) contre la Cie d'assurance "La Participation", assureur de l'OPHLM d'Arceuil-Gentilly et les architectes, 1973-1974

CX.402 - Affaire BOBET et DESCOTTES-GENON (architectes) contre le Bureau d'études Dauphinois en présence de l'OPHLM Grenoble (marchés d'office HLM, malfaçons), 1973-1977

CX.403 - Recours de Mme Veuve MISEREY (au sujet d'un refus partiel de concours financier du Fonds National de l'amélioration de l'Habitat "F.N.A.H."), 1971-1979

CX.404 - Affaire de l'Entreprise STRIBICK et Fils à Lyon contre l'OPHLM du Rhône (règlement d'un marché de travaux publics), 1973-1978

CX.405 - Recours de M. Bruno de Saint-Victor à Saint-Cloud contre le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme (prime à l'amélioration de l'habitat), 1973-1974

CX.406 - Affaire de la Société "L'Immobilière Construction de Paris" contre l'OPHLM de Saint-Etienne (marchés d'OHLM, caution personnelle et solidaire), 1973-1974

CX.407 - Recours de l'OPHLM des Bouches-du-Rhône contre l'Entreprise SECCHI (marchés d'office d'HLM, malfaçons, entrepreneur), 1973-1974
1970-1979

19920437/14

CX.408 - Recours des consorts DERAEDT à l'encontre d'une décision de rejet de primes à la construction, 1972-1981

CX.409 - Recours de l'OPHLM interdépartemental de la Région Parisienne contre la décision du Préfet des Hauts-de-Seine (demande d'acquisition de logements HLM des locataires), 1973-1974

CX.410 - Affaire de la S.C.I. VILLEPARISIS à Villeparisis contre le Ministère de l'Équipement (primes à la construction), 1973-1976

CX.411 - Recours de Melle J. GUIRAUD à Saint-Thibéry (aire particulière à l'habitat rural), 1973-1974
1972-1981

19920437/15

CX.412 - Affaire de la S.C.I. "Résidence du Grand Val" à Montrouge (contrat de prêt), 1973

CX.413 - Recours de M. R. BAZILLE (réparation de dégâts locatifs), 1973

CX.414 - Recours de l'OPHLM interdépartemental de la Région Parisienne contre une décision du Préfet des Hauts-de-Seine (au sujet de demande d'acquisition de logements HLM de leurs locataires), 1973-1974

CX.415 - Recours de l'OPHLM des Alpes-Maritimes à Nice contre un jugement du Tribunal administratif de Nice rendu au profit de l'entreprise R. BECHETTI, 1973-1974

CX.416 - Recours de M. GERAUD à Saint-Michel-sur-Orge (prime à la construction), 1973-1976

CX.417 - Requête de la Sté COTTIN-JONNEAUX (au sujet d'une expertise concernant l'état d'immeubles construits par cette société pour l'OHLM de Roanne), 1973-1974

CX.418 - Affaire des consorts DEVIENNE à Fresnicourt-le-Dolmen (Pas-de-Calais) au sujet de réquisition de terrains en vue de l'implantation de constructions provisoires destinées à des réfugiés ou à des sinistrés, 1974-1977

CX.419 - Recours de la Société Civile Immobilière (S.C.I.) du 2, rue Lalande (Paris) contre une décision du Fonds National d'Amélioration de l'Habitat (annulation d'aide à l'amélioration de l'habitat), 1970-1975

CX.420 - Recours de MM. BECCHETTI et LANZARO contre le jugement du Tribunal administratif de Nice rendu au profit de l'OPHLM des Alpes-Maritimes, 1973-1980
1970-1980

19920437/16

CX.421 - Recours en indemnité formés par M. Guy AGUS et consorts (préjudice subi par les souscripteurs d'une Société Immobilière)
1972-1974

19920437/17

CX.425 - Affaire de l'OPHLM des Bouches-du-Rhône contre la Société CAILLOT et Cie, la Société CHAGNAUD et Fils, et la Société des Grands Travaux du Midi (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1973-1977

CX.428 - Recours de la Société Nationale de Construction à Paris contre l'OPHLM du Havre (marché de Travaux Publics, pénalités de retard), 1974-1978

CX.429 - Recours de M. BRAND devant le Tribunal administratif de Versailles (primes à la construction : retard dans l'adoption de la décision d'octroi de prime), 1973-1975

CX.430 - Recours de la Société MEXICO à Paris contre une décision du Préfet de Paris, concernant le montant de la contribution forfaitaire en espèces due à l'occasion d'une opération de rénovation (secteur Italie 12), 1974-1977

CX.431 - Affaire de l'Union des Sociétés Coopératives d'HLM à Paris 1er contre son employé M. DANGLES, 1974

CX.435 - Affaire de l'OPHLM de Bayonne (marché de Travaux Publics), 1974-1978

CX.436 - Recours de M. MARLOT (refus d'octroi de primes à la construction) à Versailles, 1974-1984

CX.437 - Affaire des architectes MM. HOYN de MARIEN, CAUDET et CABUZAC, contre la Société DELHOMME, en présence de l'OPHLM des Hautes-Pyrénées (marché de Travaux Publics), 1974-1977

CX.439 - Affaire de la S.A. HLM "La Maison du Combattant" contre un jugement du Tribunal administratif de Rouen, rejetant son recours contre une décision du Préfet de la Seine-Maritime concernant le refus d'autorisation d'augmenter son capital par incorporation de ses réserves libres, 1971-1981

CX.442 - Recours de l'OPHLM interdépartemental de la Région Parisienne contre le Préfet des Hauts-de-Seine (vente de logements HLM à leurs locataires), 1974-1978
1971-1984

19920437/18

CX.456 - Affaire OZIOL, TABUSSES et LOTTIER, immeuble de la S.C.I. ORPHEE à Nice (infraction à la réglementation sur la construction d'immeubles d'habitation), 1974

CX.457 - Recours de M. J.N.L. SCHLOSSER à Riedisheim (attribution de la carte professionnelle pour les transactions "sur immeubles et fonds de commerce", 1974

CX.458 - Recours de la Société d'Aménagement et de Rénovation d'immeubles et d'appartements (SARIA), contre un arrêté du Préfet de Paris (application de la loi n° 67-567 du 12/07/1967, relative à l'amélioration de l'habitat), 1974-1975

CX.459 - Affaire de MM. MILLET, IZART et FLOUREUSE, architectes à Toulouse, 1974

CX.460 - Affaire de M. LAFORGE à Champniers-et-Reilhac en Dordogne, contre une décision du Préfet de Dordogne (primes à la construction), 1971-1976

CX.461 - Affaire de l'OPHLM de Saint-Louis (Haut-Rhin) contre un jugement du Tribunal administratif de Strasbourg, rendu à son préjudice et au bénéfice de la S.A. "Constructions, La Construction Normande", 1974-1976

CX.463 - Recours des consorts LEPINE à Recologne (Doubs), primes à la construction, 1971-1976

CX.464 - Affaire de la S. A.HLM "Le Gai Logis" (demande tendant à obtenir l'autorisation d'augmenter le capital social par incorporation de la réserve de réévaluation), 1974

CX.465 - Pourvoi relatif au conflit élevé sur renvoi par le jugement du Tribunal administratif de Rouen, rendu dans l'affaire opposant l'OPHLM de la Seine-Maritime et la S. A.HLM du district de Rouen à MM. DENIS, ROUQUETTE, LE ROLAND, de RUYFFELACRE et la S.A. Abert PETIT, 1974-1975

CX.466 - Affaire de M. THIRY à Retheuil, route de Crépy, contre une décision portant le retrait d'octroi de prime à la construction prise par le Préfet de l'Aisne, 1974-1977

CX.467 - Recours de la Société ONYX à Paris 18ème concernant la contribution forfaitaire due par le constructeur (secteur Italie 13ème), 1974-1977

CX.468 - Affaire de l'OPHLM des Alpes-Maritimes contre l'Entreprise NOSEDA et M. BLANCHI, architecte (marché d'OHLM, malfaçons), 1974-1975

CX.469 - Recours de M. Charles GELINET à Saulny (Moselle), expropriation pour cause d'utilité publique dans la commune de Rombas, 1974

CX.470 - Recours de la Société Coopérative d'HLM "Chacun chez soi" à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), désordres constatés dans le lotissement dit "Le Parc II" réalisé par cette Société, 1974-1975

CX.476 - Recours de la S.A. "Etablissements MISSENARD-QUINT" et la Société des Grands Travaux de l'Escaut, contre un jugement du Tribunal administratif de Chalons-sur-Marne (HLM, malfaçons), 1972-

1982

CX.477 - Affaire de la S.A.HLM de Charleville-Mézière contre un jugement du Tribunal administratif de Chalons-sur-Marne rendu à son préjudice et au profit des entreprises Société des Grands Travaux de l'Escaut, MISSENARD-QUINT et BERTRAND, 1973-1979
1971-1982

19920437/19

CX.480 - Recours en indemnité de M. A. FRERE à Etaples (Pas-de-Calais), refus d'octroi de primes à la construction, 1972-1984

CX.481 - Recours de M. C. BARREAU contre le Ministère de l'Equipement (primes et prêts à la construction), 1974-1978

CX.482 - Recours de M. COTTEREAU contre une décision du directeur de la DDE de l'Oise lui refusant le certificat de conformité pour la construction d'une maison dans le lotissement LEFEVRE à Monceaux (Oise), et un arrêté du Préfet de l'Oise, portant retrait de la décision provisoire d'octroi de prime, 1974-1975

CX.483 - Recours de la S.C.I. Vandrezanne-Ouest à Paris 8ème contre une décision du Préfet de Paris portant 20 et 30 Francs la contribution forfaitaire pour certains logements édifiés dans la Tour T.6 dans le secteur Italie 13ème, 1974

CX.484 - Affaire de la Société Jean BAZIN et Fils à Paris 7ème (amélioration de l'habitat : refus de subvention du F.N.A.H.), 1972-1977

CX.485 - Affaire de l'Abbé MERLETTE à Creil (Oise), refus d'octroi de l'aide financière de l'Etat au titre du F.N.A.H., 1974-1975

CX.486 - Affaire COHEN-SOLAL (primes à la construction), 1974-1977

CX.487 - Recours de Mme RAMBAL Etienne à Clermont-l'Hérault (primes à la construction), 1974-1979

CX.488 - Affaire de la Société de Construction et d'Entreprises de préfabrication, d'études et de rationalisation (S.C.E.P.E.R.) et Société SALVY Frères, contre OPHLM de l'Eure (marchés de Travaux Publics), 1974-1975

CX.489 - Recours en indemnité de la "Compagnie d'Assurance La France" contre l'Etat [Ministre de l'Equipement et M. le Maire de Morez (Jura)], 1975-1976

CX.490 - Recours de l'OPHLM interdépartemental de la Région Parisienne contre le Préfet des Hauts-de-Seine (vente de logements HLM à leurs locataires), 1975-1978

CX.491 - Recours de M. BRANDON Jacques contre la S.A. "Entreprise Battlo" et autres (marchés d'Offices HLM, malfaçons), 1975

CX.492 - Recours de M. MILLOT contre l'OPHLM de Montluçon (marchés d'Offices HLM), 1975-1979

CX.493 - Pourvoi introduit par M. DEMULE contre un jugement du Tribunal administratif de Paris (attribution d'un logement HLM), 1975-1977

CX.494 - Affaire de l'OPHLM des Vosges contre le Préfet des Vosges et M. GAIA (vente de logements HLM à leurs locataires), 1975-1976

CX.495 - Recours de M. René LEGENDRE (annulation de la décision rejetant sa demande d'acquisition du pavillon qu'il occupe), 1975-1978

CX.496 - Affaire de M. SALAS Raymond contre l'OPHLM de la ville de Toulouse (conflit sur renvoi du Tribunal administratif de Toulouse), 1975

CX.497 - Pourvoi de M. GERBET Claude, annulation de l'élection de l'appelant en tant que Président de l'OPHLM de la ville de Chartres, 1975

CX.498 - Requête de M. G. DECUP contre le refus d'octroi de prime à la construction pour l'aménagement de sa maison à Laval-Roquecezière (Aveyron), 1975-1977
1972-1984

19920437/20

CX.499 - Affaire de la S.C.I. "Le Vieux Pont" contre Etat (Ministère de l'Economie et des Finances), nature juridique des décisions d'octroi ou de refus de prêts du Crédit Foncier de France, 1974-1975

CX.500 - Requête du Comité Interdépartemental du Logement Economique du 3ème Age (C.I.L.E. 3ème âge), participation des employeurs à l'effort de construction, recours en annulation d'un arrêté retirant à un comité professionnel le droit de collecter les fonds provenant de la participation des employeurs à l'effort de construction, 1975-1980

CX.501 - Pourvoi de la S.A. Francis DELAFONTAINE et de MM. REGNARD et SAGETTE Syndics de la liquidation judiciaire de la dite entreprise, contre un jugement du Tribunal administratif de Paris rendu partiellement au profit de l'OPHLM de Cachan (marché de Travaux Publics), 1975-1983

CX.502 - Recours de M. HERNAN Dominique à Châlon-sur-Saône contre une décision de l'OPHLM de Saône-et-Loire, mettant fin au détachement du requérant auprès de lui comme ingénieur subdivisionnaire, 1975-1978

CX.503 - Requête de M. GERMAIN René à Annecy contre l'OPHLM de Haute-Savoie (vente de la propriété d'un logement HLM à son locataire), 1975-1978

CX.504 - Recours de M. GALERNE, agent contractuel de l'OPHLM de la Vienne contre un jugement du Tribunal administratif de Poitiers rejetant sa requête tendant notamment à l'octroi d'une indemnité pour licenciement, 1975-1976

CX.505 - Affaire de M. VIAUD à Vanves (recours contre le rejet d'une demande d'acquisition de logement dans un groupe d'HLM à Vanves), 1974-1979

CX.506 - Affaire de la ville de Niort contre la Société "3 M France" et autres (marchés communaux),
1975-1976
1974-1983

19920437/21

CX.507 - Affaire de l'OPHLM de la Vienne contre BLANCHARD et autres entreprises (marchés de Travaux Publics), 1975-1979

CX.508 - Affaire de la ville de Salins-les-Bains et l'OPHLM de cette ville (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1975-1977

CX.509 - Recours de M. Lucien BARTHE à Perpignan contre un jugement du Tribunal administratif de Montpellier, annulant la décision du C.A. des OPHLM des Pyrénées-Orientales refusant de le réintégrer dans ses fonctions d'employé de bureau, 1973-1979

CX.510 - Requête de M. Guy VILDART à Romorantin (application de la loi n° 65-556 du 10/07/1965, acquisition de logements HLM par leurs locataires), 1973-1978

CX.511 - Affaire de la Société STRIBICK et Société OMNIUM technique d'habitation contre l'OPHLM de Firminy, Loire (marché de Travaux Publics, malfaçons), 1976-1980

CX.512 - Recours de l'OPHLM interdépartemental de la Région Parisienne contre le Préfet des Hauts-de-Seine (vente de logements HLM à leurs locataires), 1974-1978

CX.513 - Recours de la S.C.I. "Résidence des Gâtines" à Paris, contre une décision d'annulation de primes à la construction, 1974-1982

CX.514 - Requêtes de MM. MATER, MARTIN, MICHOUD à Voiron, Isère (vente de logements HLM à leurs locataires), 1975-1978
1973-1982

19920437/22

CX.515 - Recours de l'OPHLM du Calvados contre la Société VERSILLE et Cie, MM. DAVID-CLOT et DUPUIS, architectes (HLM, malfaçons), 1979-1983

CX.516 - Requêtes de MM. MATER, MICHOUD et MARTIN (vente de logements HLM à leurs locataires), 1975-1976

CX.517 - Affaire MICHOUD (vente de logements HLM à leurs locataires), 1975-1978

CX.518 - Affaire de la Société Générale DUMONT et BESSON contre l'OPHLM du Mans (marché d'Office HLM, prix du marché), 1975-1976

CX.519 - Affaire de Mme Veuve SANCEAU et Mme Nicole RENET contre l'OPHLM d'Ille-et-Vilaine (marché de Travaux Publics, créance de succession, effets d'un partage successoral), 1975-1977

CX.520 - Pourvoi de M. André Cornet et de l'Union Nationale de la Propriété Immobilière contre un jugement du Tribunal administratif de Grenoble (subventions de l'A.N.A.H.), 1975-1982

CX.521 - Affaire de M. André CESARANI contre l'OPHLM de l'Isère (marché de Travaux Publics, demande de sursis d'exécution), 1975-1976

CX.522 - Affaire de M. Henri FERRIE contre l'OPHLM du Cantal (marché de Travaux Publics), 1975-1977

CX.523 - Affaire de l'entreprise ODETTI contre la DDE de l'Indre et de l'OPHLM de l'Indre (retenues de garantie sur les travaux effectués pour la construction d'habitation à Issoudun, Argenton et Châteauroux), 1975-1980

CX.524 - Affaire de l'Association de quartier "La Corvée" à Saint-Dié (primes à la construction), 1975-1978

CX.525 - Affaire de l'entreprise REYDEL contre l'OPHLM de Grenoble (marchés publics), 1975

CX.526 - Affaire de la Société OZANAM contre M. Maurice de LAVIGNE SAINTE SUZANNE (Fort-de-France), 1975

CX.527 - Affaire de M. Alain MONCLIN à Reims contre la décision du Préfet de la Marne (acquisition de logement-HLM), 1975-1979

CX.528 - Appel du Groupe d'Etudes et d'Information sur l'aide au logement (G.E.I.P.A.L.) contre un jugement du Tribunal administratif de Paris (participation des employeurs à l'effort de construction), 1975-1984

CX.529 - Requête du Comité Interprofessionnel du Logement Stéphanois (participation des employeurs à l'effort de construction), 1975-1979
1975-1984

19920437/23

CX.530 - Recours de M. Alain JOYAU (aide financière du F.N.A.H.), Paris, 1970-1979

CX.531 - Affaire de la Société Coopérative de production "La Fraternelle" contre l'OPHLM de Poitiers (marché de Travaux Publics), 1975-1977

CX.532 - Affaire l'OPHLM des Alpes-Maritimes à Nice, 1974-1975

CX.533 - Affaire de M. André SAUVEPLANE à Alzon (recours contre une décision portant rejet d'une subvention du F.N.A.H.), 1976-1981

CX.534 - Recours de l'OPHLM interdépartemental de la Région parisienne contre le Préfet des Hauts-de-Seine (vente de logements HLM à leurs locataires), 1975-1978

CX.535 - Recours des époux CALLERI à Chaumont (Yonne), (prime à la construction), 1976-1977

CX.538 - Recours de la S.A. "Les Pipes Lacroix" (primes à la construction), 1976-1978

CX.539 - Affaire de M. MARCUCCINI contre l'OPHLM de la ville de Marseille (droits moraux des architectes), 1976

CX.540 - Affaire de la Société Nouvelle de construction "Albert Petit et Fils" contre l'OPHLM de la ville du Havre (marché de Travaux Publics, pénalités de retard), 1975-1977
1970-1981

19920437/24

CX.541 - Affaire de Melle HIRSCH à Paris (instance en réparation des dommages causés par l'exécution d'une mesure d'expulsion), 1976

CX.542 - Affaire de M. MARTINEZ contre le Ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire (décision rejetant sa demande d'acquisition d'HLM), 1976-1979

CX.543 - Affaire de l'Association "Centre-ouest" et du Centre Social familial et ménager contre l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (A.N.A.H.), octroi de subvention, 1974-1982

CX.544 - Recours de M. J.M. ETTLINGER à Waltenheim-sur-Zorn (Bas-Rhin), primes à l'amélioration de l'habitat rural, 1976-1979

CX.545 - Affaire des conjoints BRUGERE (transformation de la Société Coopérative "Terre et Famille" en Société anonyme), 1975-1976

CX.546 - Recours de M. D. WEISGERBER (décision de suspendre le Conseil d'Administration de la S.A.HLM Française des Habitations Economiques à Paris), 1975-1976

CX.547 - Affaire des Sociétés SMEC, SEEG-SENET et COGETH contre l'OPHLM interdépartemental de la Région parisienne (marchés publics de fournitures), 1976-1979

CX.548 - Affaire des conjoints HEURTIER contre l'OPHLM de Chambon-Feugerolles (Loire), 1976

CX.549 - Affaire de la Société Générale de Travaux du Bâtiment et de l'Entreprise Castagnetti (S.G.T.B.), (marché de Travaux Publics, Paris), 1976-1980

CX.550 - Affaire de la Société des Etablissements LUCIUS et Cie contre l'office Départemental d'HLM du Lot (marché de Travaux Publics), 1976-1978

CX.551 - Recours de M. Noël MICHE, à la Conarde-Bresnais (Souvigny), primes à l'amélioration de l'habitat rural, 1976-1986

CX.553 - Affaire de Mme Alice AVAIZIAN contre l'OPHLM des Bouches-du-Rhône (accident survenu à un visiteur dans un groupe d'HLM), 1976-1977

CX.554 - Recours de M. J.P. PHILIBERT à Lambersart (Nord) contre la désignation des membres du Conseil National de l'Accession à la Propriété (C.N.A.P.), 1976-1980

CX.556 - Affaire de l'OPHLM de Courbevoie contre la Société Nationale de Construction (S.N.C.), (marché de Travaux Publics), 1976-1977

CX.557 - Affaire des architectes, MM. BADANI, ROUX, ERENA contre l'OPHLM de Nice (marché de Travaux Publics), 1976-1977

CX.558 - Recours de Mme DUCOUDU Eliane à Saint-Dizizier-le-Neuf (Haute-Marne) contre l'OPHLM de Saint-Dizier (versement d'indemnités à la suite du licenciement de son emploi de concierge), 1976-1978

CX.559 - Affaire de l'architecte SCHERRER contre l'OPHLM des Ardennes et autres (marché de Travaux Publics), 1976-1978

CX.560 - Affaire de M. BRAND Léon contre l'EDF (malfaçons), 1976

CX.561 - Requête de M. PARIGOT contre l'OPHLM de la ville de Paris (vente de logements HLM à leurs locataires), 1976-1977
1974-1986

19920437/25

CX.562 - Recours de M. Pierre MAESTRACCI à Paris 15ème contre le refus d'attribution d'un prêt d'épargne-logement et de la prime afférente, 1976-1980

CX.563 - Affaire de l'OPHLM des Alpes-Maritimes contre M. Jean SORRIDENTE, entrepreneur (marché de Travaux Publics), 1976-1978

CX.564 - Affaire de la S.A.I. du Faubourg-Saint-Honoré (Paris) contre l'Entreprise Sylvain JOYEUX (dégâts causés par des infiltrations dans le sous-sol d'un immeuble), 1976

CX.565 - Recours de l'OPAC d'Amiens contre les Entreprises GROSSE et LECAT, l'architecte GODOIS et l'Etat (désordres concernant les VRD assurant la desserte de logements édifiés pour le compte de cet organisme), 1979-1981

CX.566 - Requête de l'OPHLM de l'Aveyron contre l'architecte M. TARRAL et autres (Foyer pour personnes âgées à Marcillac, malfaçons), 1975-1986

CX.567 - Affaire BONALDY-BOILARD et Office Public interdépartemental de la Région Parisienne (dommages de Travaux Publics), 1976-1977

CX.569 - Recours de l'Association des propriétaires du lotissement de la Martinenque à Montady (Hérault), (malfaçons dans l'exécution de travaux de construction des maisons d'habitation édifiées à Montady), 1976

CX.570 - M. FERRET Claude et autres, contre l'OPHLM de Bordeaux (marché de Travaux Publics), 1976-1980

CX.571 - Affaire NICOLE contre Etat (indemnité pour remise en état après cessation de location d'un terrain servant l'accès à des constructions provisoires (Saint-Malo), 1976-1983

CX.572 - Affaire de l'OPHLM de Grenoble contre M. HOSTACHY (personnel des Offices HLM), 1976-1978

CX.573 - Affaire de l'OPHLM de Nice contre les architectes ERENA, ROUX-DORLUT, BODANI et les Sociétés OTH, SOCOTEC et autres (dommage de Travaux Publics), 1976-1977

CX.574 - Affaire de l'OPHLM de Brest contre la Société Orientale de Bâtiments et de Travaux Publics (L.B.T.P.), (marché de Travaux Publics), 1976-1980

CX.575 - Affaire époux GIROT-COSTY contre l'OPHLM de la ville de Roanne (demande d'indemnité de dommages, intérêts en vue d'obtenir répartition du préjudice causé par la construction contraire au plan d'urbanisme), 1976-1977

CX.576 - Affaire de la Société Rhodanienne de constructions générales et de génie civil et hôpital de Privas et autres (marchés de Travaux Publics), 1976

CX.577 - Société FISCHER contre l'Office Public Départemental d'HLM de la Marne (marché de Travaux Publics), 1976-1979

CX.578 - OPHLM de Nancy contre M. ANWILLER (dommage de Travaux Publics), 1976-1978

CX.579 - Affaire de l'Association "Espoir et Vie" de La Chapelle-près-Sées (Orne) contre un jugement du Tribunal administratif de Caen (participation des employeurs à l'effort de construction), 1977-1981

CX.580 - Affaire de la Société d'études et de réalisations pour le traitement de l'information (SERTI) à Paris contre l'A.N.A.H. (marché public), 1976-1977

CX.581 - Affaire de l'OPHLM de Marseille contre M. DOMENECH, propriétaire, MM. DELFANTE, CARROT, HENRY, JARDIN, DURANDEAU, architectes, Entreprise STRIBICK et Société des Grands Travaux Alpains en présence des bureaux d'études géotechniques et OTEM (dommage de Travaux Publics), 1976-1983
1975-1986

19920437/26

CX.582 - Recours de la Société de Crédit Immobilier de Béziers (recours en annulation d'un arrêté ministériel portant suspension du C.A. de la dite Société)
1972-1982

19920437/27

CX.583 - Recours de M. Serge CAZIN à Saint-Vaast-la-Hougue (Manche), primes à la construction, 1973-1977

CX.585 - Recours des conjoints DARASSE contre l'OPHLM de Paris (déchéance quadriennale), 1976-1980

CX.586 - Affaire de la SCI du Pont de Choisy à Paris 16ème, contre l'OPHLM interdépartemental de la Région Parisienne, 1977

CX.587 - Requête de l'Office Général de Coordination devant le Tribunal administratif de Paris (refus d'autorisation de démolir), 1976-1981

CX.588 - Recours de M. MARTIN à Saint-Nazaire (l'annulation d'un arrêté du Préfet de Loire-Atlantique concernant la transformation de locaux d'habitation en locaux professionnels), 1976-1980

CX.589 - Requête de M. BRUNON à Paris contre l'Office HLM de Paris (vente du logement qu'il occupe), 1976-1977

19920437/28

CX.590 - Affaire du Comité de défense et de sauvegarde de Fontainebleau (démolition d'un immeuble à Fontainebleau), 1975-1977

CX.591 - Affaire de l'OPHLM du Bas-Rhin contre M. KARCH (honoraires architectes), 1977

CX.592 - Recours de la SCI Lubespierre à Paris contre l'arrêté préfectoral (primes à la construction - Résidence Las Planas à Colomiers), 1976-1979

CX.593 - Requête de l'Entreprise E.S.C.A. à Paris contre l'OPHLM de Paris (marché Travaux Publics, malfaçons), 1977

CX.594 - Recours de M. Jacques FOTIA à Var contre un arrêté du Préfet du Var (démolition de bâtiments), 1974-1977

CX.595 - Affaire de M. KIMPFOKOS Maliala à Lille (Nord), transformation sans autorisation de locaux d'habitation en locaux meublés), 1977

CX.596 - Affaire des établissements LEMAIRE contre la ville de Besançon et autres (marché de travaux communaux), 1977

CX.597 - Requête de M. MERLE et autres à Paris (réquisition d'un local, demande de sursis d'exécution), 1977-1978

CX.598 - Recours de MM. REYNAL et ADAM et autres contre l'Etat (démolition d'immeubles), 1977

CX.599 - Recours de M. BATISTE (primes à la construction), Bordeaux, 1977-1980

CX.600 - Affaire de l'OPHLM de la Seine-Maritime contre M. GRIEU et autres, 1977-1980

CX.601 - Recours du Comité d'Aménagement et d'Animation du 8ème Arrondissement de Paris dénommé "8ème d'aujourd'hui" (démolition d'un immeuble), 1977

CX.602 - Affaire de l'OPHLM du Pas-de-Calais (marché de travaux), 1977-1979

CX.603 - Requête de M. Richard LAZORTHE à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) devant le Tribunal administratif de Paris (réquisition de logement), 1977

CX.604 - Recours de Mme MOSSE contre la SCI de construction à Paris (autorisation de démolition), 1977-1979

CX.605 - Requête de M. Roland ODAGESCO à Paris (transformation de locaux), 1977-1979
1974-1982

19920437/29

CX.606 - Recours de la Société anonyme immobilière de Bois-Chatton, de Mme de la HERA MARTINEZ et autres devant le Tribunal administratif de Lyon (concours international de la maison individuelle), dossier n° 1
1977-1982

19920437/30

CX.606 (suite) - Recours de la Société anonyme immobilière de Bois-Chatton, de Mme de la HERA MARTINEZ et autres devant le Tribunal administratif de Lyon (concours international de la maison individuelle), dossier n° 2
1977-1982

19920437/31

CX.607 - Recours des conjoints PRIGL d'ONDEL à Vélizy (Yvelines), primes à la construction, 1977-1980

CX.608 - Recours de M. DAMIENS à Paris 14ème (refus d'octroi de l'aide financière du F.N.A.H.), 1977

CX.609 - Affaire de la S.C.I., 352 rue de Vaugirard à Paris (construction malgré un refus de permis de construire), 1977

CX.610 - Pourvoi d'appel de l'A.N.A.H. (subvention de l'A.N.A.H. pour l'amélioration de l'habitat), 1977-1985

CX.611 - Recours des conjoints DORANGE devant le Tribunal administratif de Nantes, réquisition de logement à Aron (Mayenne), 1976-1981

CX.613 - Requête de la commune de Quincy-sous-Sénart (Essonne) contre un jugement du Tribunal administratif de Versailles, 1977-1980

CX.615 - Recours du Syndicat National des constructeurs de maisons individuelles (S.M.I.), (annulation d'un arrêté modifiant le modèle de la notice descriptive des bâtiments à construire prévue par l'article R. 231-3 du Code de la construction et de l'habitation), 1976-1981

CX.616 - Recours de la S.C.I. Choisy (transformation de locaux d'habitation en locaux professionnels), 1977-1979

CX.617 - Affaire de la Banque Corporative du Bâtiment et des Travaux Publics (B.C.B.T.P.) contre l'OPHLM de la Gironde (marché de travaux HLM), 1977-1979

CX.618 - Affaire de M. BOUTHILLON à Paris (refus d'autorisation de démolir des bâtiments sis à Paris 14ème), 1973-1977

CX.619 - Recours de Mme M. FRANCOIS, gardienne d'immeubles à l'Office HLM interdépartemental de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines, devant le Tribunal administratif de Paris (personnel de l'OPHLM), 1977-1981

CX.620 - Recours de M. VEBER contre un jugement du Tribunal administratif de Paris (demande d'allocation d'un indemnité), 1977-1981
1973-1985

19920437/32

CX.621 - Affaire "Association Sauvegarde Lille-Centre" (démolition d'immeubles sis 18-20 rue de Pas, à Lille), 1974-1977

CX.622 - Affaire de la Société "Entreprise MOSER contre deux jugements du Tribunal administratif de Paris (dommages de Travaux Publics), 1977-1980

CX.624 - Affaire de l'Entreprise ANZANI contre un jugement du Tribunal administratif de Nancy, rendu à son préjudice et au profit de l'EDF (marchés Travaux Publics), 1977-1978

CX.625 - Affaire des époux DUPLESSY Edmond à Hyères contre un jugement du Tribunal administratif de Nice (vente de logements HLM à leurs locataires), 1977-1978

CX.626 - Affaire de M. Jacques COLON à Paris 10ème (refus d'autorisation de changement d'affectation d'une pièce d'habitation), 1975-1978

CX.627 - Affaire de l'OPHLM de la Région Parisienne contre M. GUERON (vente de logements), 1977

CX.628 - Affaire des Sociétés "Laboratoires d'analyses biologiques Gillard" et "Maisons Henri Devred" à Reims (changement d'affectation des locaux d'habitation), 1977-1981

CX.629 - Affaire du Syndicat intercommunal scolaire de l'enseignement technique de Pompey à Nancy (marchés, malfaçons), 1977-1980

CX.630 - Affaire de M. DIVOUX contre la S.A.R.L. FERROTOL (Tribunal administratif de Metz), participation à l'effort de construction, 1977-1978

CX.632 - Affaire de la Société de cautionnement mutuel des entreprises de bâtiments et de Travaux Publics de France (marché de travaux communaux), 1977-1980

CX.633 - Recours de M. Jean BATTINI contre un arrêté préfectoral lui refusant l'autorisation de transformer des locaux d'habitation en cabinet médical (Lyon), 1977-1980

CX.634 - Affaire des époux JOURDA et M. BUGAND (autorisation de changement d'affectation partielle de logement) à Lyon, 1977-1982

CX.635 - Recours de M. Bernard MULE devant le Tribunal administratif de Versailles contre une décision portant dérogation au bénéfice de la S.A. HLM "Le Logement Français" à l'interdiction, de louer des logements du programme "Logis Vert" à Plessis-le-Roi, commune de Savigny-le-Temple, 1977-1981

CX.636 - Affaire de l'Office Public d'aménagement et de construction des Bouches-du-Rhône (Marseille) contre la Société CAILLOL et M. POUTU, architecte (marché de Travaux Publics, malfaçons), 1977-1979

CX.637 - Affaire de M. Félix ESQUIER à Paris (changement d'affectation de locaux), 1973-1978

CX.638 - Recours de M. Antoine MEYER et Mme Colette MYER (primes à la construction), 1977-1979
1973-1982

19920437/33

CX.639 - Affaire de la Société PAGNANINI contre l'Office Public interdépartemental d'HLM d'Argenteuil-Bézons, devant le Tribunal administratif de Versailles (indemnité de dommages-intérêts à la Société PAGNANINI), 1977-1978

CX.640 - Recours de M. Louis Maris FOSSIER à Nancy (rejet de demande de transformation de locaux d'habitation), 1976-1977

CX.641 - Recours de la S.A. FORGES de Strasbourg devant le Tribunal de Strasbourg (refus d'autorisation de démolir), 1976-1980

CX.642 - Affaire de Mme Marie-Louise MONNIER à Lille (vente de logements HLM aux locataires), 1977-1981

CX.643 - Recours de la Communauté urbaine de Lille contre la Société des Ateliers de construction SCHWARTZ-HAUMONT et autres (marchés, malfaçons), 1978-1981

CX.644 - Recours de M. AJZEMAN Léon à Plessis-Robinson (vente des HLM à leurs locataires), 1978-1980

CX.645 - Requête de la S.A.R.L. BECHET à Cluses (Haute-Savoie), primes à la construction, 1976-1979
1976-1981

19920437/34

CX.646 - Affaire de l'OPHLM de Meudon (Hauts-de-Seine), malfaçons, 1977-1984

CX.647 - Affaire des Sociétés Réal IMMO et IMMO DAN, contre une décision préfectorale, autorisant la Société SEGERM à effectuer à usage commercial un local d'habitation sis rue Beccaria à Paris 12ème, 1978-1983

CX.648 - Affaire de Mme BALTZER et autres (réquisition d'un local sis 54, rue Faubourg du Temple, Paris 11ème), 1975-1979

CX.649 - Affaire de la commune d'Hyères contre la Société KELLER et quatre autres (marchés, malfaçons), 1978-1979

CX.650 - Requête de la Société ENTRASUDO contre un jugement du Tribunal administratif de Nice, rendu partiellement au profit de l'OPHLM des Alpes-Maritimes (marché de Travaux Publics), 1977-1979

CX.651 - Affaire de M. VERDOIA Guy, architecte, et de l'Entreprise GAGNERAUD contre un jugement du Tribunal administratif de Rouen, rendu à leur préjudice et au profit de l'OPHLM du Havre (marché de Travaux Publics), 1978-1979

CX.652 - Recours de la Société Immobilière de l'Industrie du Caoutchouc contre un jugement du Tribunal administratif de Grenoble (primes à la construction), 1978-1983
1975-1984

19920437/35

CX.653 - Affaire de M. Serge LUCAS (réquisitions de locaux sis 31, rue de la Butte aux Cailles, Paris 13ème), 1973-1980

CX.654 - Recours de la Fédération Nationale CIDUNATI du Tourisme et de l'Hôtellerie contre l'arrêté du 4/11/1976 du Ministère de l'Intérieur, 1978-1980

CX.655 - Recours de M. de GOASCARADEC contre un arrêté préfectoral (Ille-et-Vilaine) refusant l'autorisation de transformation de locaux en cabinet médical à Rennes, 1978-1979

CX.656 - Requête de la commune de Cournon d'Auvergne (malfaçons), 1978

CX.657 - Recours de la Société Rapid Decolletage à Scionzier (Haute-Savoie), primes à la construction, 1977-1978

CX.658 - Pourvoi de la Société d'Equipeement thermique contre un jugement du Tribunal administratif de Rennes, rendu au profit de l'OPHLM du Finistère (marchés des OPHLM), 1978-1979

CX.659 - Recours en indemnité du Président du Syndicat Intercommunal à vocation multiple de la Haute-Dordogne (construction du C.E.S. climatique 60 à Murat-le-Quaire, désordres et malfaçons), 1978

CX.660 - Pourvoi de M. PELHATRE contre un jugement du Tribunal administratif de Rouen (rapports entre preneurs et bailleurs de logements HLM), 1978

CX.661 - Affaire de M. Georges CHEVALIER (réquisitions dans un immeuble situé 11, rue Jarry, Paris 10ème), 1966-1978

CX.662 - Affaire des Etablissements Billard et autres contre un jugement du Tribunal administratif d'Orléans, rendu au profit de l'OPHLM de Blois (marchés d'OPHLM), 1978-1979

CX.664 - Affaire de Mme SCHWARTZ Liliane (refus de prime à la construction), 1978-1980

CX.665 - Recours de M. GOLDSCHMIDT et autres, contre un arrêté municipal portant refus d'autorisation de démolir un bâtiment à Paris 16ème, 1978

CX.666 - Recours devant le Conseil d'Etat de l'Association des organismes d'HLM de la Région d'Ile-de-France, et de la S.A. HLM "Paix et Progrès" contre un arrêté interministériel portant limitation des majorations de loyers HLM pour le 1er semestre 1978, 1978-1982

CX.667 - Affaire de l'OPHLM du Mans contre un jugement du Tribunal administratif de Nantes, rendu à son encontre et au bénéfice de MM. DRENNES, DIARD, LAVAL et Melle HERAUD (vente de logements HLM), 1978-1980

CX.668 - Affaire de l'O.P.A.C. à Bourg-en-Bresse (Ain), 1978
1966-1982

19920437/36

CX.669 - Affaire des conjoints BARCI contre Etat (demandes d'indemnités consécutives à diverses réquisitions portant sur l'Hôtel du Château, 38 avenue Franklin Roosevelt à Vincennes), dossier n° 1
1949-1975

19920437/37

CX.670 - Affaire des demoiselles MORISSEAU à Paris (Législation concernant les périls d'immeubles),
1978-1979

CX.673 - Requête de Mme Veuve DUGAT à Eppeville (Somme), contre l'OPHLM de la Somme, 1978

CX.674 - Affaire de la S.C.I. du 16 rue Pavée à Paris 4ème, contre les époux DIEZ-DIEZ (réquisition d'un local sis 16 rue Pavée, Paris 4ème), 1972-1978

CX.675 - Affaire de la ZAC de Fabrègues (Hérault), Société Jean LAURENT contre l'OPHLM de l'Hérault,
1978-1981
1972-1981

19920437/38

CX.676 - Recours des époux EINHOLTZ à Châteauroux (démolition d'un immeuble sis 8 et 8 bis, rue de la Gare à Châteauroux), Tribunal administratif d'Orléans, 1973-1981

CX.677 - Requête de M. Bernard HERMET à Paris (réquisition d'un local à Paris 20ème), 1975-1979

CX.678 - Affaire de la Société BOUSSOIS et autres (marché de Travaux Publics), Paris, 1978-1979

CX.679 - Pourvois de la Compagnie Française d'Engineering Barets (S.A. COFEBA) et de l'OPHLM de Bayonne contre un jugement du Tribunal administratif de Pau (marchés de Travaux Publics), 1978-1984

CX.680 - Pourvoi de la Fédération Nationale des Syndicats CFDT des personnels du Ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de leurs services (statut du Personnel des OPHLM), 1978-1979

CX.681 - Requête du Syndicat des Copropriétés de la Pélessière à Marseille et autres, contre la ville de Marseille, le Syndicat intercommunal et le Ministère de l'Equipement (Inondations dans les locaux de l'immeuble), 1978

CX.682 - Recours de M. GAILLARD Louis à Chaville (Hauts-de-Seine), procédure d'interdiction d'habiter, 1978-1980

CX.683 - Pourvoi d'appel de l'OPHLM de la ville de Nancy contre un jugement du Tribunal administratif de Nancy annulant 2 décisions relatives à la situation administrative de M. FERRY, rédacteur à cet office, 1978-1980

CX.684 - Instance du Préfet de Police de Paris contre la Société Lapierre, Société A.I.B.E.R. (péril d'immeuble sis à Paris 3ème), 1978-1979

CX.685 - Pourvoi de M. THIENOT Claude, notaire à Reims (contribution des employeurs à l'effort de construction), 1978-1981

CX.686 - Pourvoi de l'Office Public Départemental d'HLM de la Marne (marché de Travaux Publics), 1978-1980

CX.687 - Recours de la SCI "Le Bonaparte" à Amiens (Somme), refus de permis de construire et demande d'indemnité, 1978

CX.688 - Recours de l'OPHLM de l'Eure contre un jugement du Tribunal administratif de Rouen (HLM, malfaçons), 1978-1985

CX.689 - Pourvoi de M. Roger BESNARD, architecte à Rennes contre l'Office Départemental d'HLM d'Ille-et-Vilaine (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1978-1983

CX.690 - Affaire du docteur Diais Alain à Nantes (changement d'affectation), 1976-1978
1973-1985

19920437/39

CX.691 - Affaire de la SCI "Villa Médicis, à Saint-Maur-les-Fossés (autorisation de démolir), 1976-1978

CX.692 - Affaire des époux MOTARD contre l'OPHLM de Clamart, 1978

CX.693 - Recours des consorts Vilain à Bourges, contre une décision de la DDE du Pas-de-Calais (primes à la construction), 1978-1980

- CX.694 - Affaire de M. TRINDEL à Paris 8ème contre le Centre National de la Recherche Scientifique (marché de Travaux Publics), 1978
- CX.695 - Requête au nom de l'Etat (Ministère de l'Education contre MM. FAVRE et BURC, Entreprise "Construction L.C.R." , Entreprise VOYER (Collège de Guise, travaux de sécurité, action en garantie décennale), 1978
- CX.696 - Recours de M. BAQUIAST René à Bois-d'Arcy contre le décret n° 78-724 du 29/06/1978 (prix de base au m2 des locaux d'habitation), 1978-1980
- CX.697 - Affaire de l'OPHLM des Bouches-du-Rhône (responsabilité de la puissance publique), 1978-1982
- CX.698 - Affaire de l'OPHLM de la Communauté urbaine de Bordeaux contre la Société Auxiliaire d'entreprises, Société d'études d'ensembles technique et M. BECHET (malfaçons), 1979-1983
- CX.699 - Affaire de M. TRIBOUT René (immeuble "Notre Dame de la Garde" à la Ciotat), primes à la construction, 1978-1980
- CX.700 - Affaire de la Société Jean Bastide et Cie contre l'OPHLM de Tours, marché d'Offices HLM, malfaçons, 1978-1981
- CX.701- Recours de la Fédération Départementale des Pyrénées-Atlantiques de la Confédération Nationale du Logement (Elections des représentants des locataires au sein du Conseil d'Administration de l'OPHLM des Pyrénées-Atlantiques), 1978-1979
- CX.702 - Affaire de Mme KEINERKNECHT, agent de bureau titulaire, licenciée pour insuffisance professionnelle pour l'OPHLM de Meurthe-et-Moselle, 1978-1983
- CX.704 - Affaire de l'OPHLM de Fougères (Ille-et-Vilaine) contre le Cabinet d'architectes DENIEUIL, MARLY, PAOLI, les Sociétés GUILLAUME Frères, LELIEVRE et GALLE (marché d'Offices HLM, malfaçons), 1978-1981
- CX.705 - Affaire de la ville de Toulouse contre le Ministère de l'Education et Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie (construction du CES Reynerie, Mirail, Bellefontaine à Toulouse, désordres et malfaçons), 1979
- C.706 - Recours des époux ROSTOKER à Paris 16ème contre la décision implicite de rejet résultant du silence opposé par le Premier Ministre à une demande de retrait du décret n° 75-803 du 26/08/1975 pris en application de l'article 1er (dernier alinéa) de la loi du 1/09/1948, 1976-1979
- CX.707 - Requête de M. Alfred RICHARD contre l'arrêté préfectoral relatif à l'exécution des travaux dans le cadre de l'opération de restauration immobilière groupée "Berriat-St Bruno" à Grenoble, 1975-1981
- CX.708 - Affaire de M. GUILBAUD Joseph à Neuville-de-Poitou (primes à l'amélioration de l'habitat rural), 1978-1979

CX.709 - Affaire de la ville de Vaux-en-Velin contre l'Etat, la Société FIORIO, M. BORNAREL, architecte, l'entreprise de construction Nigra et Castaldo (marchés de Travaux Publics), 1978-1983
1976-1983

19920437/40

CX.711 - Recours en annulation de M. et Mme LAUNAY contre l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique l'acquisition du terrain situé au lieu dit "Le Centre", commune de Gournay-en-Bray (Dieppe), en vue de la construction de logements pour personnes âgées, 1978-1983

CX.712 - Pourvoi de l'Office Départemental d'HLM des Pyrénées-Atlantiques contre l'entreprise Greciet, MM. DOUPRE et CAZAMAYOU, architectes et la Société Lyonnaise des Eaux (marchés d'offices HLM, malfaçons), 1978-1980

CX.713 - Affaire de la ville de la Seyne-sur-mer contre la Société Méditerranéenne de Bâtiment Industriel (S.M.B.I.) (C.E.S. Henri Wallon, malfaçons), 1977-1978

CX.714 - Pourvoi de l'OPHLM de Firminy (Loire) contre un jugement du Tribunal administratif de Lyon rendu au profit de la S.A. Entreprise J.C. STRIBICK et Fils (marchés de Travaux Publics), 1978-1980

CX.715 - Affaire de M. RUSSO Vincent à Croix (Nord), changement d'affectation de locaux d'habitation, 1975-1979

CX.716 - Recours de l'OPHLM de la ville de Rouen contre le Cabinet d'architectes LODS, DEPONDT et BEAUCLAIR et autres (marchés d'offices HLM, malfaçons), 1977-1988

CX.717 - Recours contentieux de MM. BENOIT, RIVIERE et HENNETTON (élections des représentants des locataires au sein du C.A. de l'OPAC de l'Oise), 1979-1982

CX.718 - Affaire de la ville de la Seyne-sur-Mer contre la S.M.B.I. et M. DUREUIL, es-qualité de Syndic du règlement judiciaire de cette Société et autres (malfaçons), 1979

CX.719 - Pourvoi de la Société des Etablissements PAVAILLER contre l'OPHLM de Valence ; pourvoi de COFEBA contre l'OPHLM de Valence, entreprise STRIBICK, établissements PAVAILLER et SITECO (marchés d'office d'HLM, malfaçons), 1979-1982

CX.720 - Affaire de M. Gaston REGAIRAZ, architecte à Bassens (Chambéry), innovation du sous-sol de la chaufferie du C.E.S. de la Ravoire en Savoie, 1979

CX.721 - Affaire de Mme Veuve GROS-IZOPET Lucienne à Saint-Fons (Rhône), primes à la construction, 1978-1985
1975-1988

19920437/41

CX.722 - Affaire de Mme Alice Annie PETIT à Paris (action en indemnité dirigée contre l'Etat en vue d'obtenir réparation des dommages causés par une réquisition de logement), 1979-1983

CX.722 bis - Affaire de la copropriété 1 et 2, boulevard L. Bonnevay (rapport d'expertise), 1979

CX.723 - Pourvoi de l'Entreprise ZELL contre un jugement du Tribunal administratif de Paris (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1977-1981

C.724 - Pourvoi de M. MOREAU, entrepreneur contre deux jugements du Tribunal administratif de Lyon, au profit de l'OPHLM de Chambon-Feugerolles (marchés de Travaux Publics), 1977-1980

CX.725 - Affaire de la commune de Balma contre le Ministère de l'Education, Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, et autres (malfaçons dans le C.E.S. de Balma), 1979

CX.726 - Affaire de Mme VERQUIN à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) contre l'Etat (dommages de Travaux Publics), 1979-1983

CX.727 - Pourvoi de M. DEYMARD contre un jugement rendu par le Tribunal administratif de Limoges, refusant à l'appelant tout droit à indemnité à l'occasion de l'accident dont il a été victime (mise en jeu de la responsabilité pour faute de l'OPHLM d'Egletons, Corrèze), 1979-1980

CX.728 - Affaire de M. André RIEUX, entrepreneur à Pernes-les-Fontaines (Vaucluse) contre l'OPHLM de la ville d'Alès (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1978-1980

CX.729 - Affaire de la S.C.I. "Le Maréchal" à Paris (démolition de locaux à Paris 7ème), 1972-1979

CX.730 - Recours de la Société "Techniques et Procédés Modernes du Bâtiment" (T.P.M.B.) contre un jugement du Tribunal administratif de Paris (HLM, marchés), 1979-1984

CX.731 - Recours de M. SCHWARTZ à la Millière-les-Mesnuls (Montfort-l'Amaury, Yvelines), primes à la construction, 1979-1983

CX.732 - Recours de M. Alain DARVENNES à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), Président de l'Association des Populations survolées par les avions utilisant l'aéroport d'Orly (A.P.S.A.O.), arrêté interministériel du 6/10/1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur), 1979-1982

CX.733 - Recours de M. JARDIN Hubert, agent immobilier à Cahors (Exercice de la profession d'agent immobilier), 1979-1980

CX.734 - Affaire de la Société "Wanner Isofi Isolation" à Rueil-Malmaison, 1979

CX.735 - Affaire des époux Pierre LOUVEL contre la ville de Falaise (Calvados), 1979

CX.737 - Recours de la Société "Mécachrome" contre une décision du maire du Vésinet (affectation de locaux à usage commercial), 1979-1983
1972-1984

CX.738 - Pourvoi de Mme Jacques MALLET à Bordeaux (Gironde) contre un jugement du Tribunal administratif de Pau rejetant sa demande de subvention présentée auprès de l'A.N.A.H., 1976-1980

CX.739 - Affaire du Syndicat Intercommunal à vocation multiple de Villers-Bocage (Somme) (malfaçons dans le Collège de Villers-Bocage), 1979

CX.740 - Pourvoi de l'OPHLM du département de Meurthe-et-Moselle contre un jugement du Tribunal administratif de Nancy, rendu à son préjudice et au profit de M. GUERBER (personnel des OPHLM), 1979

CX.741 - Recours de la Confédération Nationale du Logement devant le Conseil d'Etat (conditions d'éligibilité des représentants des locataires au C.A. des OPHLM), 1978-1981

CX.742 - Recours de M. GRUMELLON à Rennes (refus d'autorisation de changement d'affectation d'un appartement à Rennes), 1979-1980

CX.743 - Pourvoi des consorts BUDD (refus de subvention opposé par l'A.N.A.H.), 1978-1980

CX.744 - Affaire de la Société Auxiliaire d'Entreprises à Paris contre l'OPHLM de la Communauté Urbaine de Strasbourg (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1979-1981

CX.745 - Pourvoi de l'OPHLM des Alpes-Maritimes (marché des Travaux Publics), 1979-1980

CX.747 - Instance de Mme PANOT contre Etat et M. BERT (demande d'indemnité de réquisition), 1948-1980

CX.748 - Affaire de M. Pierre LENOEL, Président du C.A. de l'Office Public de Colombes (désignation des membres du C.A. de l'Office d'HLM de Colombes), 1979-1984

CX.749 - Affaire de la Société Coopérative d'HLM "La Maison Roubaisienne" à Roubaix (compétence entre les 2 ordres de juridictions, urbanisme, infraction), 1979

CX.750 - Affaire de la Société "Vogue de France" (primes à la construction), 1979-1984
1948-1984

19920437/43

CX.751 - Pourvoi de la Société "Compagnie des Assurances Générales de France (A.G.F.)" contre l'OPHLM de Fougères (Ille-et-Vilaine) (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1978-1982

CX.752 - Pourvoi de la S.A. "Société des Travaux Publics de Valenciennes (S.T.P.V.)" à Marly contre l'OPHLM de location - Attribution "La Petite Propriété" à Fourmies (Nord) (marchés et contrats administratifs, exécution financière du marché, prix des travaux), 1972-1980

CX.753 - Requête de la Société Civile de Moyens REYNAUD, COTTRAU, SZWEDOWSKI à Grenoble (changement d'affectation de locaux), 1979-1980

CX.754 - Requête de la Société VOYER à Paris contre le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (B.R.G.M.) et le Ministre de l'Environnement (marché de travaux), 1979-1982

CX.755 - Requête de l'OPHLM de Montpellier contre la S.A. "BOUYGUES" (travaux, malfaçons), 1979

CX.756 - Recours de Mme MASSA contre un arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique l'acquisition de terrains sis à Menton, 1978-1981

CX.757 - Recours de Mme WESSELS contre un arrêté du Préfet de Paris (changement d'affectation d'un local d'habitation), 1978-1983

CX.758 - Requête de l'Office Public Municipal d'HLM de Saint-Brieuc contre la Société d'Exploitation de l'Entreprise BUDET et de l'Entreprise COSTA (Travaux Publics, malfaçons), 1978-1980

CX.759 - Affaire de l'Office Interdépartemental d'HLM de la Région Parisienne - Réalisation d'un programme d'HLM dans la ZUP de Vitry - Observation de la Cour des Comptes, 1973-1983

CX.760 - Recours de la S.C.I. "Parc de Rollencourt" contre une décision d'annulation de primes à la construction, 1979-1985

CX.761 - Pourvoi de la Société de constructions Travaux et Bâtiments COTROBA à Vélizy (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1978-1981

CX.762 - Pourvoi de l'OPHLM de Chartres contre M. MAUNOURY, architecte et la S.A.R.L. "GOTTELAND" (dommages de Travaux Publics, malfaçons), 1979-1981

CX.763 - Recours de MM. Michel et André LIZZANI contre un arrêté déclaratif d'utilité publique et de cessibilité du 19/06/1979 (construction de logements sociaux à Cannes), 1979-1986

CX.764 - Affaire de la S.A. d'HLM du Val-d'Oise - Recours de la ville de Saint-Gratien contre un arrêté préfectoral (modalités du calcul du Quorum de l'Assemblée Générale extraordinaire d'une Société Anonyme d'HLM), 1979-1982

CX.765 - Affaire de l'OPHLM de Saint-Denis contre le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne, 1979-1980

CX.766 - Requête de M. MAZELLE Eugène et M. MAZELLE Bernard à Cahors (commerce, refus d'ouverture, annulation), 1979

CX.767 - Pourvoi de la S.A. "Etablissements Martin JEDELE" contre l'Office Départemental d'HLM du Territoire de Belfort (marchés et contrats administratifs, règlement de travaux non prévus au marché), 1978-1982

CX.768 - Affaire de l'OPHLM de la ville d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) (marché de Travaux Publics, nantissement), 1979-1981
1972-1986

19920437/44

CX.769 - Pourvoi de l'OPHLM du Morbihan à Vannes contre la Société SOVACO et M. GUILLOU, architecte (marché de Travaux Publics, malfaçons), 1978-1981

CX.770 - Affaire de M. R. BOUHIER à Paris 15ème, 1979

CX.771 - Recours de M. LE ROY à Rennes contre un arrêté du Préfet d'Ille-et-Vilaine (rejet d'une demande d'autorisation de changement d'affectation de locaux), 1979-1981

CX.772 - Pourvoi de M. Jacques LETELLIER à Genevilliers contre un jugement du Tribunal administratif de Paris (expropriation pour cause d'utilité publique), 1979-1980

CX.773 - Affaire de l'OPHLM de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-calais) contre la Société V. MICHEL et Cie, la Société TONETTI, la Société Marceau VATIN et Cie, MM. BEAUFRET, ROUSSELOT et DUFETEL, architectes (marchés et contrats administratifs, malfaçons, responsabilité décennale), 1978-1984

CX.774 - Affaire de la S.A. "Etablissements A. BOURBON et Fils" (primes à la construction) à Saint-Lupicin (Jura), 1978-1980

CX.775 - Affaire du Syndicat Intercommunal du C.E.S. de Saint-Alban-Leysse contre MM. REGAIRAZ et PROFIT, architectes, le C.E.B.T.P., la Société Auxiliaire d'Entreprises Rhône-Alpes, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Education Nationale (construction du C.E.S., désordres et malfaçons), 1978-1980

CX.776 - Recours en indemnité de l'Union Féminine Civique et Sociale à Paris devant le Tribunal administratif de Montpellier (projet agréé "PAC DELTA"), 1979-1983

CX.777 - Affaire de la ville de Saint-Herblain contre Champenois et autres (C.E.S. Ernest Renan), 1979

CX.778 - Recours de l'Union Syndicale Nationale des Personnels des Organismes Publics d'HLM contre M. le Secrétaire d'Etat au Logement (exercice des droits syndicaux dans les OPHLM), 1978-1982

CX.779 - Affaire de la S.A. "Omnium Technique Holding" (O.T.H.) à Paris 12ème, 1979

CX.780 - Affaire de la Société "Entreprise Générale du Berry" à Châteauroux (Indre) (règlements des marchés de Travaux Publics), 1977-1981

CX.781 - Recours de M. François ROUBIEU à Martigues contre les arrêtés préfectoraux (déclaration d'utilité publique et de cessibilité de parcelles), 1979-1982

CX.782 - Affaire de M. AUBOIRON André à Grande-Synthe (Nord) (HLM, refus de vente de logement), 1979-1982

CX.783 - Recours de la Société SOJEF-SAE à Reims (changement d'affectation de locaux), 1979-1980

CX.784 - Affaire de M. MONNIN André à Lons-le-Saunier, 1979

CX.785 - Affaire de l'Association des locataires de l'OPHLM de la Mare Rouge (Havre) contre l'OPHLM de la ville du Havre (élection des représentants des locataires au C.A. d'un OPHLM), 1979-1980

CX.786 - Affaire de Mme LIMIATI Jeanne et autres à Troyes (Aube), 1979

CX.787 - Affaire de la Société d'Équipement des deux Marnes (Reims) contre l'OPHLM de Reims (marchés, retards), 1978-1985
1977-1985

19920437/45

CX.788 - Recours de Mme Georgette BLONDEAU devant le Tribunal administratif de Lyon (prime à l'amélioration de l'habitat locatif), 1978-1983

CX.789 - Recours de M. BARBA à Montrouge contre une décision du Préfet de l'Essonne (changement d'affectation d'un local d'habitation), 1979-1984

CX.790 - Recours de M. Michel DELATTRE et autres (décret n° 78-924 du 22/08/1978 fixant les conditions de location de certains logements anciens vacants), 1979-1981

CX.791 - Recours de la Société "Froment Clavier" à Paris et de la Société "Bâtiments et Entreprises" contre l'OPHLM de l'Eure (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1978-1982

CX.792 - Recours de Mme LEFORT et M. MOLLET à Rouen (changement d'affectation de locaux), 1979-1981

CX.793 - Pourvoi de la Société "Le Parc Fleuri" à Dourdan (Essonne) contre l'OPHLM de Paris (marché de Travaux Publics, règlement), 1976-1982

CX.794 - Pourvoi de l'OPHLM de Metz contre la Société BERGER Frères à Metz (marchés publics), 1979-1985

CX.795 - Recours de M. BENECH Yves à Wattrelos (Nord) - Servitude électrique instituée sur les parcelles d'une propriété de Penne (Tarn), 1980

CX.796 - Requête de la Société anonyme "Le Cabinet Trouvin" à Paris contre l'OPHLM de Nice (marché de Travaux Publics), 1979-1981

CX.797 - Recours de la Société "Assurances du Groupe de Paris Vie, (A.G.P.Vie)", 1980

CX.798 - Recours de l'OPHLM de la Communauté urbaine de Strasbourg contre la Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région de Strasbourg (S.E.R.S.) (marché de Travaux Publics), 1978-1981

CX.799 - Recours de M. SFEZ Gérard à Pantin contre l'Office Public interdépartemental de la Région Parisienne (élections au C.A. de l'Office Public d'HLM interdépartemental de la Région Parisienne),

1980-1982

CX.800 - Requête des consorts MOUSSIT à Châtenay-Malabry contre l'OPHLM interdépartemental de la Région Parisienne (personnel des OPHLM), 1978-1981

CX.801 - Recours de M. J.M. BONNET contre une décision de la Commission Départementale de l'A.P.L. de l'Indre (aide personnalisée au logement), 1980-1981

CX.802 - Requête de l'OPHLM de Thiais contre la Société SOCOTEC et autres (marché de Travaux Publics), 1979-1980
1978-1985

19920437/46

CX.803 - Recours de Mme Henriette GAMBA à Marseille en annulation et sursis à l'exécution de l'arrêté préfectoral portant autorisation de démolir, 1976-1981

CX.804 - Pourvoi de l'OPHLM des Hautes-Alpes à Gap contre l'Entreprise HYPOTRA (marché de Travaux Publics), 1980-1981

CX.805 - Recours de Mme Huguette BANULS à Paris contre une décision du 10/09/1979 (changement d'affectation de locaux), 1979-1983

CX.806 - Recours de la Société "Etudes Techniques Foulquier" à Saint-Maur (marchés d'OPAC, malfaçons), 1976-1980

CX.807 - Pourvoi des époux MARMILLOD à Lambach (Bas-Rhin), marché de Travaux Publics, 1979-1981

CX.808 - Requête de l'Entreprise "Rouge Frères" à Cernans (Jura) contre l'OPHLM de la ville de Salins-les-Bains (responsabilité décennale), 1979-1981

CX.809 - Pourvoi de la Société auxiliaire d'Etudes et de Travaux (SADETRA) à Poitiers (Vienne) contre l'OPHLM de la Vienne (désordres de construction), 1977-1982

CX.810 - Recours de la SARL "Les immeubles de l'Ile-de-France" contre une décision du Maire de Paris exigeant le versement d'une caution bancaire (permis de démolir, compensation financière), 1980-1984

CX.811 - Pourvoi de M. FERREIRA DA CUNHA Antonio à Reims contre l'OPHLM de Reims (HLM, vente de pavillon), 1978-1981

CX.812 - Recours de l'OPHLM de la ville du Havre contre MM. LOISEL, ERNOULT et RENAUD (HLM, malfaçons), 1978-1985

CX.813 - Recours de Mme ROUBERTIE (changement d'affectation de locaux), 1974-1982

CX.814 - Requête de M. Claude FAURE à La Saulce (prime à la construction), 1980

CX.815 - Requête de la Commune de Vénissieux contre M. BORNAREL, l'Entreprise NIGRA et GASTALDO, et le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie [désordres affectant l'Institut Médico-Educatif J.J. ROUSSEAU à Vénissieux (Rhône)], 1980
1974-1985

19920437/47

CX.816 - Recours de M. J.F. BOYER devant le Tribunal administratif de Limoges contre une décision de la C.D.A.P.L. de la Haute-Vienne (refus d'octroi d'A.P.L.), 1980-1982

CX.817 - Recours de MM. Marcel BURLE, J.P. OLLAGNIER et de la Copropriété "Les Tours Bazeilles" à Toulon (travaux, conformité aux normes de sécurité), 1980

CX.818 - Recours de MM. Marcel BURLE, J.P. OLLAGNIER et de la Copropriété "Les Tours Bazeilles" à Toulon (travaux, conformité aux normes de sécurité), 1980

CX.819 - Requête de Mme Rosa MERINO à Coulommiers (Seine-et-Marne) contre l'OPHLM de Coulommiers (conflit négatif de compétence), 1975-1980

CX.820 - Affaire concernant le Foyer de Travailleurs à Hayange (Moselle) contre la Société SACILOR (expulsion), 1980

CX.821 - Requête de M. DUMONT Robert en annulation du décret 79-1232 du 31/12/1979, 1980

CX.822 - Recours de Mme COHEN et la Société MACSON-EXPRESS (transformations de logements dans le 15ème arrondissement de Paris), 1976-1980

CX.823 - Recours de la S.A. Procédés-Costamagna à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) contre le Syndicat intercommunal Scolaire du 1er Cycle de Nancy (construction d'un C.E.S., désordres), 1980

CX.824 - Requête de la commune d'Ecrouves contre l'Entreprise PIANEZZI (désordres dans la construction de réservoirs d'eau potable), 1980

CX.825 - Recours de la Confédération Générale des Cadres (CGC) et de la Verrerie Cristallerie d'Arques (participation des employeurs à l'effort de construction), 1980-1983

CX.826 - Recours de Mme SAVAL BALAGUER à Bagnolet (réquisition de logements), 1980-1982

CX.827 - Pourvoi de l'OPHLM de la Communauté urbaine de Brest contre la Société "Chauffage et Ventilation" (marchés de Travaux Publics, règlement), 1979-1982

19920437/48

CX.828 - Recours de M. BAULANDE à Melun aux fins d'annulation de refus de délivrance d'une carte professionnelle d'agent immobilier, 1979-1980

CX.829 - Recours de M. SCIALOM (châteaux de Versailles) (mise en cause du service des eaux et fontaines de Versailles), 1980

CX.830 - Recours des conjoints BASSET-CARREL et des conjoints BASSET-DOLCEMASCOLO à Montpellier (prêts aidés par l'Etat pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété, P.A.P.), 1980-1981

CX.831 - Recours de la Commune d'Arvieux contre la S.C.I. "Le Bourg à Arvieux ", 1979-1980

CX.832 - Recours de M. BERNAGE à Héricourt (aide personnalisée au logement), 1980-1981

CX.833 - Recours de l'Association Nouvelle de Défense de la Santé à Paris (changement d'affectation de locaux), 1980-1981

CX.834 - Recours de la Société "Verrerie Cristallerie d'Arques" et de la C.G.C. (participation des employeurs à l'effort de construction), 1980-1983

CX.835 - Recours de Mme KUCZMA et de la S.A. d'HLM "Le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille (Viry-Chatillon) (acquisition de logements HLM à usage locatif par leurs locataires), 1980-1986
1979-1986

19920437/49

CX.836 - Recours de la ville de Saint-Dié (édification d'un C.E.S., désordres de construction), 1980-1981

CX.837 - Recours de l'Association des Comités de Défense des Locataires de Paris (A.C.D.L.P.) contre un décret fixant les conditions de location de certains logements anciens vacants, 1980-1982

CX.838 - Recours de M. LARGILLIERE devant le Tribunal administratif de Lille à l'encontre d'une décision de refus de prime à l'amélioration de l'habitat, 1980-1982

CX.839 - Requête de l'Union Mutualiste des oeuvres sociales du Vaucluse et arrondissements limitrophes à Avignon (approbation de règlement mutualiste : service de prêts au logement), 1979-1982

CX.840 - Recours de l'OPHLM de la ville de Saint-Denis contre le Syndicat Interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne, 1979-1980

CX.841 - Requête de Mme Jeanine CHATELAIN (demande de délivrance de la carte professionnelle d'agent immobilier) (à Saint-Prest), 1980

CX.842 - Pourvois de la Société Nouvelle de Construction (S.N.C.) et de M. THIBAUT contre l'OPHLM de la ville de Saint-Quentin (marchés HLM, malfaçons), 1979-1982

CX.843 - Requête de M. Jean DAYGUESPERSE à Bassens (HLM, vente de logement au locataire), 1980-1981

CX.844 - Recours de l'OPHLM de Nogent-sur-Marne contre M. GENDROT, la Société SUPAE, SIMECSOL et le Département du Val-de-Marne (inondation du sous-sol de l'immeuble), 1980-1982

CX.845 - Requête de la S.A. "Compagnie Française d'Engineering Barets" (COFEBA) à Paris (HLM, malfaçons), 1980-1982

CX.846 - Pourvois de l'OPHLM de la ville de Paris contre M. et Mme DE CORBIE, M et Mme BONNET LABORDERIE, et M. et Mme GOLL à Paris 18ème (vente de logements HLM à leurs locataires), 1969-1982

CX.847 - Recours de M. J.C. HAOND à Etretchet (Indre) contre une décision de la C.D.A.P.L. (aide personnalisée au logement), 1980-1981

CX.848 - Recours de Melle FERRASSE Suzanne Odette à Paris 12ème contre l'OPHLM de Paris, 1980

CX.849 - Recours de M. Bernard FOUQUET contre une décision relative au montant de l'APL qui lui a été allouée, 1980-1982
1969-1982

19920437/50

CX.850 + CX.851 - Pourvois de Mme DJERIAN et de M. PALACI contre l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône déclarant d'utilité publique l'acquisition d'immeubles et la cessibilité des dits immeubles (expropriation pour cause d'utilité publique, R.H.I.)
1980-1982

19920437/51

CX.852 - Recours de M. OLHAGARAY contre une décision préfectorale (HLM, vente de logements aux locataires), 1980-1981

CX.853 - Affaire de la S.A. d'HLM "Les Cités Cherbourgeoises", ZUP de Cherbourg-Octeville (travaux HLM, malfaçons), 1980

CX.854 - Recours de la Société Industrielle de Venelles à Venelles contre l'Office Interdépartemental d'HLM de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines (marché de Travaux Publics), 1980

CX.855 - Recours de Mme ARMAND (changement d'affectation de locaux), 1980-1982

CX.856 - Requête de Mme GIGOULT à Paris et de la commune de Paray-Vieille-Poste (Essonne), 1980

CX.857 - Recours de l'O.P.A.C. des Vosges contre M. René LORENZINI et autres, locataires de la Cité des Jardins à Etival-Clairefontaine (Vosges) (acquisition de logements HLM à usage locatif par leurs locataires), 1980-1984
1980-1984

19920437/52

CX.859 - Recours de l'OPHLM de la ville de Caen contre les Sociétés SEPEPER et DUMEZ Bâtiment et la Société Anonyme "Technique Plastique" (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1976-1984

CX.860 - Recours de la Société SOVAC à Paris contre une décision de la C.D. APL du Pas-de-Calais (aide personnalisée au logement), 1980-1983

CX.861 - Recours de M. Pierre DEPRES à Châlon-sur-Saône (prime à l'amélioration de l'habitat rural), 1980-1984

CX.862 - Requête de la Société Coopérative d'HLM de location-attribution du département de la Somme (réquisition de logement), 1976-1980

CX.863 - Recours de l'OPHLM du Doubs contre l'Association des locataires de Brégille (ventes d'HLM), 1980-1981

CX.864 - Requête de la "S.A. Menuiserie Industrielle de la Côte-d'Azur (SAMICA)" contre l'OPHLM des Alpes-Maritimes à Nice (marchés d'HLM), 1980-1982

CX.865 - Pourvoi de l'Office Public Interdépartemental d'HLM de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines contre la Société COIGNET à Paris et M. WASSERMANN à Issy-les-Moulineaux (marchés d'HLM, action en garantie décennale), 1980-1983

CX.866 - Affaire de l'OPHLM de la Rochelle contre M. Alain MOREAU (personnel HLM), 1980-1984

CX.867 - Requêtes de la commune de Passy (Haute-Savoie) contre la Société Anonyme JOUBERT et Cie à Valence (construction de C.E.S., désordres et malfaçons), 1980-1984

CX.868 - Recours de M. CARBONIE à Pontault-Combault contre une décision de refus d'APL, 1980-1981

CX.869 - Recours de M. TERZI PANOSSIAN contre un refus de PAP, 1980-1983

CX.870 - Recours de M. André MARQUOIS à Thours contre une décision de la Commission Départementale d'APL, 1980-1982

CX.871 - Recours des époux ANDRETTA ALFONSO à Jouy-sous-Thelle contre une décision portant annulation de primes à la construction, 1979-1982

CX.872 - Recours de Mme PITOLET Roselyne contre une décision de la CDAPL de Loir-et-Cher, 1980-1981
1976-1984

19920437/53

CX.874 - Recours de M. Richard NORBERT à Rennes (Ille-et-Vilaine) contre l'OPHLM d'Ille-et-Vilaine, 1980

CX.875 - Recours de M. André DELLYS contre une décision de la CDAPL du Pas-de-Calais (aide personnalisée au logement), 1980-1981

CX.876 - Recours du Maire de la Ville de Dole contre l'Entreprise Michel FLORIOT (construction du C.E.S. Maryse Bastie, demande de remplacement d'une cloison), 1980

CX.877 - Recours de l'OPHLM de Firminy contre la Fédération Nationale des Syndicats CFDT, Inter-Co au sujet de la situation des concierges de cet office, 1977-1984

CX.878 - Affaire CHAMBRAUD (DDE de l'Oise) (refus d'octroi de prêt PAP, demande d'indemnité), 1980-1981

CX.879 - Recours de l'Union des Consommateurs du Rhône (UFC) en annulation du décret n° 80-732 du 18/09/1980 modifiant l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948 transférant aux locataires la charge du coût des rémunérations des concierges ou gardiens d'immeubles à compter du 1er juillet 1980, 1980-1984

CX.880 - Recours de l'OPHLM de l'Hérault à Montpellier contre M. LIOTARD André, architecte à Saint-Raphaël (marchés d'Offices d'HLM, honoraires), 1980-1982

CX.881 - Recours de l'O.P.A.C. de l'Isère contre l'Entreprise P. BEAUJARD (HLM, malfaçons), 1980-1982

CX.882 - Pourvoi de la Société "Bois-Menuiseries et Constructions Légères (BMCL)" à Saint-Barthélemy-d'Agenais contre la S.A. BALOUT, le Crédit Commercial de France et l'OPHLM de la ville de Périgueux (sous-traitance partielle d'un marché de Travaux Publics), 1979-1983

CX.883 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris contre les Grands Travaux de l'Est (HLM, malfaçons), 1981-1984

CX.884 - Recours de l'OPHLM du Lot à Cahors contre l'Union des Assurances de Paris, 1981-1982

CX.885 - Recours de l'Office Public départemental d'HLM de la creuse à Guéret contre M. Robert MOREAU (marchés de Travaux Publics), 1981-1982

CX.886 - Pourvoi de l'Office Public d'HLM de l'Orne à Alençon contre le groupement d'Entreprises DEVILETTE, CHISSADON et MARGRAZ (HLM, malfaçons), 1979-1983

CX.887 - Recours de la S.C.I. MEYER SANSBOEUF à Mulhouse contre l'A.N.A.H. (subvention de l'A.N.A.H.), 1981

CX.889 - Recours de Mme BLANC Simone à Trappes contre une décision de refus d'attribution de subvention de l'A.N.A.H., 1981

CX.890 - Recours de la Caisse d'Allocations Familiales de la Manche contre une décision de la CDAPL (prime de déménagement), 1981-1984
1977-1984

CX.891 - Requête en indemnité de la S.A. d'HLM "Le Nouveau Foyer" à Bagneux contre M. et Mme SABA, 1981

CX.892 - Requête de M. Jean PETIT à Brives-Charensac (Haute-Loire) (prime de déménagement : refus), 1981-1984

CX.893 - Recours de M. R. GAERTNER, architecte à Metz (Moselle) contre l'OPHLM de la Moselle à Metz (malfaçons, action en garantie décennale), 1978-1984

CX.894 - Recours de M. Adrien BOULAS à Puisseaux contre des décisions de l'A.N.A.H. lui refusant une subvention, 1980-1983

CX.895 - Recours de la Compagnie Générale d'Entreprise de Chauffage (HLM, malfaçons), 1981-1986

CX.896 - Requête de M. Jean JACOB (canalisations sanitaires, raccordement), 1981

CX.897 - Recours de M. Michel FORET à Varcès-Allières-et-Risset contre une décision d'annulation de primes à la construction, 1977-1982

CX.898 - Recours de l'OPAC de l'Oise contre M. RIEGLER, architecte et l'Entreprise GUERRA-TARCY (malfaçons, garantie décennale), 1977-1983

CX.899 - Recours de la Société Départementale HLM de l'Isère à Echirolles (Isère) contre M. MASCARO (vente de logements aux locataires), 1980-1983

CX.900 - Requête de la commune de Hyères contre M. DUREUIL et autres (Lycée d'Enseignement Professionnel de la ville d'Hyères, désordres et malfaçons), 1981

CX.901 - Pourvois de l'OPHLM du Doubs à Besançon contre M. HAUTEVILLE et autres (vente de logements HLM à leurs locataires), 1979-1982

CX.902 - Recours du Comité d'Intérêts Généraux de la Figonne et Riverains du Chemin de Palama (Marseille) contre un arrêté préfectoral (exploitation de carrières), 1981

CX.903 - Recours de M. Noël LERBRET à Firminy contre un arrêté relatif au reclassement indiciaire des receveurs spéciaux des Offices d'HLM, 1981-1982
1977-1986

19920437/55

CX.904 - Recours de l'OPHLM de Meurthe-et-Moselle à Nancy contre la S.A. "Charles RAMELLI et Cie" (travaux des OPHLM, malfaçons), 1979-1983

CX.905 - Requête de l'Entreprise Laurent BROSSOLO à Brest contre l'OPHLM de la ville de Brest (HLM, malfaçons), 1976-1982

CX.906 - Recours de la Société Compagnie Française d'Engineering COFEBA contre la Société d'Équipement du Département de la Drôme (SEDRO) à Valence (HLM, malfaçons), 1979-1983

CX.907 - Recours de l'OPHLM de la ville de Mulhouse à Mulhouse contre les Etablissements HABEGGER (HLM, malfaçons), 1980-1983

CX.908 - Recours de l'OPHLM de Champigny-sur-Marne contre la Société des Grands Travaux de l'Est et autres (désordres de travaux), 1981

CX.909 - Recours de la Société Commerciale de représentations et de combustibles "Branche Ecotherm" contre l'OPHLM de la ville de Toul (marchés publics, résiliation), 1978-1983

CX.910 - Recours de l'OPHLM de Bobigny contre la Société Entreprise Jean VINET (travaux HLM, désordres), 1981

CX.911 - Recours de M. et Mme SEGERS à Lille (refus d'APL), 1980-1984

CX.912 - Recours d'indemnité de la S.A. d'HLM "Provence Logis" à Marseille contre les époux BENIVADY (indemnisation pour refus d'assistance de la force publique), 1981

CX.913 - Recours du CILICC (Comité Interprofessionnel du Logement des Industriels, des Constructeurs et du Commerce) contre l'arrêté ministériel du 16/04/1981 (participation des employeurs à l'effort de construction), 1981-1982

CX.914 - Pourvoi de la Société Salvador GALLEGO à Tarbes (Hautes-Pyrénées) contre l'OPHLM des Hautes-Pyrénées (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1981-1982

CX.915 - Recours de M. Robert COUTURE à Léognan (prime de déménagement), 1981
1976-1984

19920437/56

CX.916 - Recours de M. LEMASSON Claude à Lyon (demande d'annulation d'une décision supprimant le bénéficiaire de primes à la construction), 1976-1982

CX.917 - Recours de la Société Citra-France à Vélizy-Villacoublay contre l'OPHLM de Genevilliers (marchés de Travaux Publics), 1977-1984

CX.918 - Recours de Mme Marie-Madeleine BONNET à Poitiers (Vienne) contre la Commune de Thouars (arrêté de péril), 1979-1982

CX.919 - Recours de la Société d'Aménagement et de Financement Immobilier (SAFI) à Paris (responsabilité d'une commune pour renseignements erronés), 1981

CX.920 - Recours de la Société SERETEC et M. Guy BEYSSAC contre l'OPHLM de la Vendée (marchés publics, malfaçons), 1979-1984

CX.921 - Pourvoi de l'OPHLM de la ville d'Angoulême contre l'Entreprise CHAPUZET et autres (marchés d'Offices d'HLM, malfaçons), 1975-1985

- CX.922 - Affaire de la commune de Guerche-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) (salle de sport, désordres de construction), 1981
- CX.923 - Recours de Melle Claire SEYDOUX à Paris 13ème contre un jugement du Tribunal administratif de Paris (travaux d'assainissement, autorisation de démolir), 1980-1982
- CX.924 - Recours de M. HABOURDIN à Honfleur contre une décision du Préfet du Calvados (acquisition de logement HLM à usage locatif par leurs locataires), 1981-1986
- CX.925 - Recours de l'Etablissement public de la Région d'Auvergne (E.P.R. Auvergne) et autres devant le Conseil d'Etat contre divers décrets du 13/02/1981 relatifs au E.P.R., 1981
- CX.926 - Recours de l'OPHLM de la ville d'Angers contre la Société OTH Infrastructure (malfaçons), 1980-1983
- CX.927 - Pourvoi de l'OPHLM de la ville de Paris contre l'Entreprise OLIVO (marché de Travaux Publics, règlement de prix), 1980-1984
- CX.928 - Pourvoi de la S.A. Coopérative ouvrière de production "L'Hirondelle" contre l'OPHLM de la ville de Paris (marchés, règlement de prix), 1979-1982
- CX.929 - Requête de M. VETTVILLER Gilbert à Paris 13ème, la S.A. d'HLM "La Sablière" (acquisition de logement HLM à usage locatif par leurs locataires), 1981-1982
- CX.930 - Requête de Mme SOUPEAUX à Paris 13ème contre l'OPHLM de la ville de Paris (acquisition de logement HLM à usage locatif par leurs locataires), 1981
- CX.931 - Pourvoi de la S.A. "Entreprise Rochelaise de construction Harranger" contre l'OPHLM de la Rochelle (marchés, malfaçons), 1980-1983
- CX.932 - Recours contentieux des architectes LODS, BEAUCLAIR et DEPONDT (constructions à Elancourt et Villepinte, expertise), 1980-1983
- CX.933 - Requête de M. VELUT Jean à Ville d'Avray contre la commune de Gaillard (salle des Fêtes de Gaillard, malfaçons), 1981-1982
- CX.934 - Recours du Syndicat F.O. de l'OPHLM de la Courly à Lyon contre l'inspection sur la liste nationale d'aptitude à l'emploi de directeur d'Office d'HLM pour l'année 1981 de Mme Denise GRENOUILLAT, 1980-1982
- CX.935 - Recours de l'OPAC des Bouches-du-Rhône à Marseille contre Mme M'SHID Pauline (HLM, marchés de Travaux Publics, désordres), 1981-1983
1975-1986

CX.936 - Requête de M. Marcel ROUX à Roanne (refus d'attribution de subvention de l'A.N.A.H.), 1981

CX.937 - Affaire de la SCI "Les Grives" contre Mistral Travaux (résidence du Parc Saint-Julien à Marseille, assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille par la SCI "Les Grives"), 1981

CX.938 - Recours de l'OPHLM de Paris contre MM. Daniel MIKOL, Gérard BROWN-SARD et Miche HOLEY (HLM, malfaçons, dommages au tiers), 1981-1983

CX.939 - Recours de MM. Claude et Loïc HAMAYON, Pierre ZECRI et DANGUILLECOURT, architectes contre l'OPHLM de l'Oise (malfaçons), 1981-1986

CX.940 - Requête de l'OPHLM de la ville de Romainville (Saint-Denis) (marchés), 1983

CX.941 - Recours de M. BOULIE (primes à la construction), Oise, 1981-1986

CX.942 - Pourvoi de la Société de Génie Civil de l'Ouest contre l'OPHLM du Morbihan à Rennes (marchés de Travaux Publics), 1977-1986

CX.943 - Recours de M. Michel AGNEL à Cadolive contre une décision de la CDAPL des Bouches-du-Rhône (recouvrement d'un trop-perçu d'APL), 1981-1985

CX.944 - Pourvois de M. LANQUETTE et de l'OPHLM du Cantal contre l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (malfaçons), 1980-1985

CX.945 - Pourvois de MM. SABATIER et JOLLINET, architectes, et de la S.A. BIANCHINA contre l'OPHLM de l'Yonne (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1980-1983

CX.946 - Pourvois de M. CHAPEL et de la Société COIGNET contre l'OPHLM de l'Oise (malfaçons), 1981-1983

CX.948 - Pourvoi de la Société DUMONT BESSON et de M. Jacques GARNIER contre l'OPHLM d'Ermont (Val d'Oise) (malfaçons), 1980-1983

CX.949 - Recours de la commune de Vaulx-en-Velin contre la Société NIGRA et GASTALDO (Institut Médico-Educatif, désordres et malfaçons), 1979-1986

CX.950 - Pourvoi de l'OPHLM de la ville de Saint-Denis contre l'entreprise TASSONI (marché de Travaux Publics, constat d'urgence), 1981-1982

CX.951 - Pourvoi de l'OPHLM de la ville de Paris contre la S.A. OGER à Clichy (marché de Travaux Publics, règlement de marché), 1979-1981

CX.952 - Recours de M. LIO Gérard à Mantes-la-Jolie (prêt aidé à l'accession à la propriété, PAP), 1981-1984
1977-1986

CX.953 - Requête de l'OPHLM de Nanterre contre les architectes DARRAS et la S.A. Claude LYONNAIS (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1977-1983

CX.954 - Pourvoi de l'OPHLM de Malakoff contre l'Entreprise DELAFONTAINE (marché de Travaux Publics), 1979-1983

CX.955 - Recours de M. Hubert CAILLAT à Grenoble et autres, 1981-1982

CX.956 - Recours de la S.A. d'HLM "Le Toit Populaire Moderne" à Puteaux (dissolution d'une Société HLM), 1976-1983

CX.957 - Pourvoi de "l'Entreprise Bâtiment Industriel du Centre (E.B.I.C.)" à Limoges contre Mme CHAMBINAUD Mauricette et l'OPHLM de la Haute-Vienne (dommage occasionné par un ouvrage public), 1979-1982

CX.958 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris contre la Société de Grands Travaux de l'Est et autres (marchés publics, sinistre), 1980-1984

CX.959 - Recours de l'OPHLM de la Haute-Savoie contre la Société "Entreprise Caporale" (marchés publics), 1980-1985

CX.960 - Recours de la Société Genin-Rousselle et Société JACQUES contre MM. RICHARD, MAILLET et TARGE (architectes) (HLM, malfaçons), 1980-1982

CX.961 - Recours de M. Maurice JACQUES à Juvisy-sur-Orge contre la S.A. d'HLM "Coopérer pour habiter" (suspension du C.A. d'une S.A. d'HLM), 1981-1983

CX.962 - Recours de l'OPHLM de la ville de Bourges contre la S.A. HILAIRE Frères (malfaçons), 1980-1984

CX.963 - Recours de M. CONVERS FRICK à Evry (non-remboursement d'une prime de déménagement), 1981

CX.964 - Recours de l'OPHLM de la ville de Brest contre l'Entreprise BARBE à Brest et la S.A. "S.N.R.T." (Central Sanit) à Rennes (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1978-1983

CX.965 - Recours de M. PENATO J.M. à Essarts-le-Roi (A.P.L.), 1981-1982

CX.966 - Requête de Mme HAYDEL Michelle à La Celle-Saint-Cloud (A.P.L.), 1981-1982

CX.967 - Recours de M. et Mme Michel DUMETZ à Hesdin (Pas-de-Calais) contre l'OPHLM des Hauts-de-Seine à Levallois-Perret (licenciement pour faute grave), 1981-1983

CX.968 - Recours de MM. VITAL-BLANC et LACROIX, architectes, contre la ville de Thiers (Cité scolaire du Pontel à Thiers, malfaçons), 1978-1984

CX.969 - Recours du Bureau d'Etudes Techniques ETIM contre l'OPHLM du Havre, M. J. LAMY, architecte et l'Entreprise GAGNEREAUD (HLM, malfaçons), 1980-1983

CX.970 - Recours de la Société JACQUEMARD à Romilly-sur-Seine contre une décision du Préfet de l'Aube annulant la décision d'attribution de prime à la construction, 1978-1986

CX.971 - Recours de la S.A. "Meni Jeanson" à Ligny-en-Barrois (Meuse) contre l'Office Public d'HLM de la Meuse (HLM, malfaçons), 1977-1984

CX.972 - Recours de la S.E.M. d'aménagement urbain de Saint-Jean-de-Luz contre l'OPHLM de Bayonne (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1980-1983

CX.973 - Recours de l'OPHLM de la Ferté-Bernard contre l'Entreprise PLUMET et GUERIN, les héritiers PLAQUIN et M. CORROT, architecte (HLM, malfaçons), 1978-1983

CX.975 - Recours de l'Entreprise RONDELEZ, de MM. JOLLIET et BEAUCLAIR, architectes à Auxerre et Paris contre l'OPHLM de l'Yonne (malfaçons), 1981
1976-1986

19920437/59

CX.976 - Pourvoi de la Société Ascinter Otis et de la Société Routière COLAS contre l'OPHLM de la Nièvre à Nevers (loi 75-1334 relative à la sous-traitance), 1979-1982

CX.977 - Recours de M. Alain MOUNIER, rédacteur à l'Office d'HLM d'Angoulême (inscription sur la liste d'aptitude à l'emploi de directeur d'Office d'HLM), 1981-1983

CX.978 - Recours de l'OPHLM des Hautes-Pyrénées à Tarbes contre l'Entreprise CASTELLES Frères et autres (HLM, malfaçons), 1980-1984

CX.979 - Recours de Mme BELOEUVRE-FABRE à Chilly-Mazarin (Essonne) (primes et prêts spéciaux), 1980-1985

CX.980 - Pourvoi de l'A.N.A.H. contre Mme CHARMANSAT à Arles (A.N.A.H., subventions), 1978-1983

CX.981 - Recours de James ABENHAIM à Paris contre la commune de Boulogne-Billancourt, 1981

CX.982 - Affaire du règlement de facture du Laboratoire Central des Ponts-et-Chaussées (désordres constatés dans les bâtiments HLM de la ZAC du Grand Clos à Saint-Etienne), 1981

CX.983 - Recours de Mme Veuve PICCAPANE et Mme Gisèle PICCAPANE à Nice, 1981

CX.984 - Recours de la commune de Villefranche-de-Rouergue contre le Ministre de l'Education Nationale et autres (Ecole Nationale de Perfectionnement de Laurière à Villefranche-de-Rouergue, désordres et malfaçons)

CX.985 - Recours de M. SOUSSELIER à Pontault-Combault (APL), 1981-1982

CX.986 - Affaire de la commune de Saint-Herblain contre l'Entreprise Le Guillou et M. CHAMPENOIS architecte (C.E.S. E. RENAN, malfaçons), 1981

CX.987 - Pourvoi de l'OPHLM de Pantin contre M. MARSEILLE et Mme BORIES, 1981

CX.988 - Recours des époux LORMEE contre une décision du Commissaire de la République de la Région Ile-de-France (vente de logement HLM au locataire), 1981-1983
1978-1985

19920437/60

CX.989 - Recours de M. et Mme PELLEGRINI à Paris contre l'OPHLM de la Ville de Paris (vente de logement HLM au locataire), 1981-1983

CX.990 - Recours de M. Louis BEGRAND à Laillé (Ille-et-Vilaine) (A.P.L.), 1982-1983

CX.991 - Recours de la commune d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) (C.E.S. du Carrel, malfaçons), 1981-1983

CX.992 - Affaire de l'expropriation en vue de la construction d'un collège à Roquevaire (Bouches-du-Rhône), 1981

CX.993 - Recours de M. CORNU Marcel à Saint-Loup-sur-Semouse, Haute-Saône (prime de déménagement), 1981-1982

CX.994 - Recours de la Banque de la Construction et des Travaux Publics (B.C.T. Midland Bank) et de la S.A. Entreprise LABALETTE contre l'OPHLM de Villemomble (HLM, malfaçons), 1980-1985

CX.995 - Recours de M. Jacques PEUROIS à Bruz (Ille-et-Vilaine) (A.P.L.), 1982-1983

CX.996 - Requête de Mme DERVILLE à Avignon contre la régularité du concours de rédacteur organisé par l'Office Public d'HLM de la ville d'Avignon

CX.997 - Recours de Mme DELACOUX, 1981

CX.998 - Affaire de l'OPHLM de Saint-Ouen contre Mme FOUILLEUL et autres (Personnel HLM), 1981-1982

CX.999 - Recours de Mme Jacqueline CHAPPELLIERE (APL), 1982

CX.1000 - Recours de la S.C.I. Hôtel Victoria à Paris contre l'arrêté de péril du Maire de Biarritz, 1980-1982
1980-1985

19920437/61

CX.1001 - Recours de l'OPHLM de la Communauté urbaine de Bordeaux contre la Société de Contrôle Technique et d'expertise de la Construction (SOCOTEC) à Paris (HLM, malfaçons), 1979-1983

CX.1002 - Recours de la commune de Marseille contre le Ministre de l'Education Nationale (C.E.S. Darius MILHAUD et C.E.S. Louis ARMAND, désordres et malfaçons), 1981-1983

CX.1003 - Recours de l'OPHLM de la ville de Firminy contre la S.A. STRIBICK, l'OTH de DELFANTE-ROUX et la Société THINET (HLM, malfaçons), 1981-1984

CX.1004 - Recours de l'OPHLM du Havre contre les entreprises MARGERIDON, THIREAU-MOREL, René BOURILLON et la Régie Générale des Chemins de Fer et Travaux Publics (HLM, malfaçons), 1981-1983

CX.1005 - Affaire du CILOS (Comité Interprofessionnel du Logement des Salariés de l'Industrie et du Commerce) à Melun contre le Comité Interprofessionnel Paritaire du Logement de Seine-et-Marne (CIL), 1982-1985

CX.1006 - Contentieux entre la Société Villeurbannaise d'HLM et l'Association Syndicale des acquéreurs (concours international de la maison individuelle, commune de Charvieu-Chavagneux, domaine du Piarday) (voir CX.606), 1981-1982

CX.1007 - Recours de la Société Garage Reypin à Bourgoin-Jallieu (contribution patronale à l'effort de construction), 1982-1983

CX.1008 - Recours de M. Jean-Paul YVIOUEL contre une décision de la CD.APL de la Loire-Atlantique (APL), 1981-1983

CX.1009 - Recours de l'OPHLM de la ville du Havre contre le Bureau d'Habitat et d'Etudes Techniques (B.E.H.E.T.) (HLM, malfaçons), 1979-1985

CX.1010 - Recours de M. MARTINEZ Jean-Yves à Martignas-sur-Jalle (Gironde) contre une décision de la CD.APL (A.P.L.), 1982-1983

CX.1011 - Recours de l'OPHLM de Colombes contre la Société "Les constructions Henri DUCASSOU" (HLM, marchés de Travaux Publics), 1980-1985

CX.1012 - Recours de M. LACOMBE Jean-Louis à Saint-Pierre d'Eyraud contre une décision de la CD.APL de la Dordogne (A.P.L.), 1981-1985
1979-1985

19920437/62

CX.1013 - Affaire des consorts NOTON devant le Conseil d'Etat, 1982

CX.1014 - Recours de l'OPHLM de la Seine-Saint-Denis à Bobigny contre l'Entreprise de Construction Edmond COIGNET et autres (HLM, malfaçons), 1980-1982

CX.1015 - Recours du Syndicat Intercommunal Scolaire du Premier Cycle de Nancy (C.E.S. du Haut de Penoy à Vandoeuvre), 1982-1984

CX.1016 - Requête de l'Office Public d'HLM de la Région Parisienne contre Mme QUERNER et autres (marchés publics, règlement), 1980-1984

CX.1017 - Recours de la Société de gestion et d'exploitation LARIVIERE contre la S.A. d'HLM de Charleville-Mézières et autres (HLM, malfaçons), 1974-1983

CX.1018 - Recours de l'Office Public d'HLM du Nord à Lille contre la Société BOSCHETTI à Valenciennes et autres (HLM, malfaçons), 1980-1984

CX.1019 - Requête de M. André CHABOT à Andernos-les-Bains (Gironde) contre la décision d'annulation de primes (primes et prêts spéciaux), 1981-1983

CX.1020 - Recours de M. Serge GAUZENTES à Artigues-près-Bordeaux (A.P.L.), 1981-1983

CX.1021 - Requête de M. Guy FIALIPS à Ruffec contre la CD.APL (A.P.L.), 1982

CX.1022 - Requête de M. LACAZE LABARRERE à Castelnau-de-Médoc (A.P.L.), 1980-1982

CX.1023 - Recours de M. Dominique PINSON à Pontchateau (prêt à l'occasion à la propriété P.A.P.), 1981-1983

CX.1024 - Recours de l'OPHLM de la ville d'Epinal contre la Société SOCOTEC (HLM, malfaçons), 1980-1983
1974-1984

19920437/63

CX.1026 - Recours de l'OPHLM de la ville de Nice contre M. ERENA et autres (HLM, malfaçons), 1981-1984

CX.1027 - Recours de l'OPHLM de Nice contre M. BUVOT (HLM, personnel), 1977-1983

CX.1028 - Recours de M. Jean-Claude MOREAU à Vert-Saint-Denis (A.P.L.), 1981-1982

CX.1029 - Recours de M. René DOTTELONDE à Paris (Bureau d'études techniques Sud-France Engineering) (affaire de l'ensemble universitaire de Bron-Parilly), 1982

CX.1030 - Recours de M. Yves MALO contre une décision de la CD.APL du Doubs (A.P.L.), 1981-1983

CX.1031 - Recours de l'OPHLM du Tarn contre MM. DUBOIS et AVIZOU, architectes et la Société "Les Travaux du Midi" à Toulouse (HLM, malfaçons), 1982-1985

CX.1032 - Recours de l'OPHLM de l'Aube à Troyes contre la Société SILVERIO (HLM, malfaçons), 1979-1983

CX.1033 - Recours de M. Maurice DAUBERNET à Lègna (Jura) contre une décision de rejet de prime à l'amélioration de l'habitat, 1982

CX.1034 - Recours de l'OPHLM de Saint-Denis contre l'Entreprise TASSONI (HLM, malfaçons), 1982-1984

CX.1035 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris contre la Société Multigraphie et autres (HLM, malfaçons), 1981-1984

CX.1036 - Recours de Mme Jacqueline CLAVEIROLE et autres contre la ville d'Aix-en-Provence (expropriation pour cause d'utilité publique), 1982

CX.1037 - Recours de M. Abel BRUNIER (A.P.L.), 1982-1985

CX.1038 - Recours de la S.A. d'HLM de Roubaix à Tourcoing contre Mme SALOMONT à Croix (vente de logement HLM au locataire), 1980-1986
1977-1986

19920437/64

CX.1039 - Recours de l'OPHLM de la ville de Romainville contre la Société "ERU" (Société d'études et de réalisations urbaines), (HLM, marchés), 1981-1983

CX.1040 - Recours de M. Robert GUICHARD à Voiron contre la S.A. d'HLM de Voiron (acquisition de logements HLM à usage locatif par leurs locataires), 1979-1983

CX.1041 - Affaire des époux SEBAG FRADJI à Goussainville (Val d'Oise), 1982

CX.1042 - Recours de M. Auguste CHAUSSINAND à Sologne-sur-Loire (A.P.L.), 1981-1985

CX.1043 - Recours de Mme LAMBERET à Meyzieu (Rhône) (A.P.L.), 1981-1986

CX.1044 - Affaire de la Société BRAUD et Fils contre l'OPHLM de Maine-et-Loire, 1982

CX.1045 - Requête de CORCEA Nicolas contre un arrêté préfectoral lui refusant l'autorisation de démolir une construction existante à Saint-Antoine, 1982

CX.1046 - Recours de l'OPHLM de la ville de Marseille contre la Société Marseillaise de crédit (Garantie des dettes contractuelles résultant d'un marché avec la SERMA), 1981-1985
1979-1986

19920437/65

CX.1047 - Recours contre le décret n° 81-935 du 15/10/1981 relatif à l'Office Interdépartemental d'HLM de la Région Parisienne (OIRP) et à sa dissolution, 1979-1985

CX.1048 - Recours de M. CLERMONT à Willems contre la C.A.F. de Roubaix-Tourcoing (A.P.L.), 1982-1985

CX.1049 - Recours de l'OPHLM du Val-de-Marne contre la S.A. Pierre RONZAT et Fils (HLM, malfaçons), 1981-1983

CX.1050 - Recours de l'OPHLM d'Angers et de la S.A. "L'Omnium Technique O.T.H." à Paris contre la S.A. des Etablissements BILLARD (Paris) et M. Frédéric LESENECHAL, architecte (HLM, malfaçons), 1981-1984
1979-1985

19920437/66

CX.1051 - Recours de M. Jean-Pierre ROUBEAU à Paimpol contre la C.D. APL (prime de déménagement), 1981-1984

CX.1052 - Recours de l'OPHLM de Rennes contre M. MAILLOLS et autres (HLM, malfaçons), 1981-1984

CX.1053 - Recours de la Société "Bureau d'Etudes FOULQUIER" à Paris contre la ville de Besançon, M. PAYEUR à Versailles et l'Entreprise "L'Héritier" à Besançon (C.E.S. "Au Clair Soleil", malfaçons), 1981-1982

CX.1054 - Affaire de la S.A. d'HLM LOCAT, 1982

CX.1055 - Affaire des maisons de la Ville-Jardin de Menucourt dans le Val d'Oise (garantie décennale), 1982

CX.1056 - Recours de Melle SABLE à Montgaillard (Ariège) (prime à la construction), 1982

CX.1057 - Recours de l'OPHLM de Lorient contre M. SCHMITZ, architecte à Paris 15ème (foyer pour personnes âgées du "Bois du Château", malfaçons), 1982

CX.1058 - Recours de l'OPHLM de Meurthe-et-Moselle contre la S.A. Charles RAMELLI à Jarville (Meurthe-et-Moselle), (désordres survenus dans l'ensemble immobilier à Procheville à Pont-à-Mousson), 1982

CX.1060 - Recours de M. Guy VOISIN à Campagne "Les Mûriers" (Lurs) (prime de déménagement), 1982-1985

CX.1061 - Recours de Mme DUPAU à Razac-sur-l'Isle (APL), 1982-1983

CX.1062 - Recours de la SCI du Chemin Vert à Paris contre M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis (Immeuble de Grande Hauteur "IGH" de la rue José GINER à Gagny), 1980-1984

CX.1063 - Recours de M. Laurent LAITHIER à Belfort (APL), 1982-1983
1980-1985

19920437/67

CX.1064 - Recours de M. BITEAU Jean-Luc à Saint-Michel Mont Mercure (Vendée) (APL), 1981-1984

CX.1065 - Recours de l'OPHLM de Villejuif contre les consorts GAROFALO et autres (marchés de Travaux Publics, malfaçons), 1981-1987

CX.1067 - Recours de l'OPHLM de la Manche contre MM. LE MOAL, RIZET et CHATEL, Société d'études Travaux Promotion (HLM, malfaçons), 1981-1987

CX.1068 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris contre la Société DUMONT-BESSON et MM. BROWN-SARD, MIKOL et HOLLEY (HLM, malfaçons), 1981-1982

CX.1069 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris contre le Syndicat des Copropriétaires de l'immeuble sis 14 bis rue Frédéric Lemaire à Paris 20ème (HLM, malfaçons), 1981-1982

CX.1070 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris contre le Syndicat des copropriétaires et M. ROBIN (HLM, malfaçons), 1981-1982

CX.1071 - Recours de Melle VILLANNE Françoise à Binic (Côtes-du-Nord) (APL et prêt conventionné), 1982-1983

CX.1072 - Recours de l'OPHLM de Malakoff contre M. ISKIL Charles (Travaux Publics, dommages), 1982

CX.1074 - Recours de M. FLAMANT Jean-Louis à Phalempin (APL), 1982-1985

CX.1075 - Recours de l'OPHLM de la ville de Narbonne contre la S.A. ANDRE (HLM, malfaçons), 1981-1984
1981-1987

19920437/68

CX.1076 - Recours de l'OPHLM de la ville de Nice contre l'entrepreneur BUTHIAUX (HLM, malfaçons), 1981-1982

CX.1077 - Recours de l'OPHLM du Lot à Cahors contre M. Henri COURNEDE (HLM, malfaçons), 1981-1986

CX.1078 - Recours de la S.A. d'HLM Richelieu à Paris (HLM, malfaçons), 1982

CX.1079 - Requête de M. et Mme MACHEPY à Flins-sur-Seine (APL), 1982

CX.1080 - Recours de M. LEJUSTE - RUFFIN à Lille (A.P.L.), 1982-1985

CX.1081 - Recours de l'OPHLM de la ville du Havre contre la Société QUILLERY et autres (HLM, malfaçons), 1982

CX.1082 - Recours de l'OPHLM de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines contre la Société SOMEX et l'Entreprise NESSY (HLM, malfaçons), 1978-1983

CX.1083 - Recours de la Société Omnium de Tuyauterie Industrielle et de Montage (OTIM) à Paris contre une décision du Préfet de la Région de l'Ile-de-France (participation des employeurs à l'effort de construction), 1981-1983

CX.1084 - Recours de M. Henri DHOTE à Saint-Amand-les-Eaux (APL), 1982-1985

CX.1085 - Recours de M. LUCHEZ Robert à Provin (APL), 1982-1988

CX.1086 - Recours de la commune de Moirans contre la Société NIGRA-GASTALDO et M. COGNET (C.E.S. de la dite commune, malfaçons), 1982

CX.1087 - Requête de M. BOURDEIL Alain à Mourons, Le Fousseret (Haute-Garonne), (bâtiment menaçant ruine), 1981-1984

CX.1088 - Recours de la Société Charles RAMELLI et Cie et de M. CORRE contre un jugement du Tribunal administratif de Nancy (HLM, malfaçons), 1982

CX.1090 - Recours de M. Michel LECORNE contre une décision de la C.D. APL du Pas-de-Calais (prime de déménagement), 1982

CX.1091 - Recours de M. Guy ARLOT à BORDEAUX (APL), 1981-1984

CX.1092 - Affaire de la Société NICOLETTI à Nice, 1982

CX.1093 - Affaire de la S.A. d'HLM de la ville d'Ivry, 1982

CX.1094 - Recours de l'OPHLM du Bas-Rhin contre la Société DICKER (HLM, malfaçons), 1981-1984

CX.1096 - Recours de l'OPHLM du Finistère contre M. MOCAER et autres, 1982

CX.1097 - Recours de M. LEGRAND à Marcq-en-Baroeul (APL), 1982

CX.1098 - Recours de l'OPHLM de Malakoff contre la Société Anonyme Société Auxiliaire d'entreprise (HLM, malfaçons), 1981-1984

CX.1099 - Recours de M. Jean-Claude COUEDON à Rennes (APL), 1982-1983

CX.1100 - Recours de M. Antoine BARCELLO à La Madeleine (APL), 1982-1985
1978-1988

19920437/69

CX.1101 - Affaire de la S.A. d'HLM "La Propriété familiale de l'Ile-de-France" à Paris (retrait de décision favorable à l'attribution d'un PLA, assignation de la Caisse des Prêts aux organismes d'HLM devant le

Tribunal de Grande Instance de Paris), 1982

CX.1102 - Recours de Mme Manuel SEITE RIBAS à Wervicq-Sud (Lille) (APL), 1982

CX.1103 - Recours de M. ISNARD Robert à Arles (prime à la construction), 1975-1984

CX.1104 - Recours de M. FASSOT Claude à Orléans (APL), 1982-1984

CX.1105 - Recours de l'OPHLM de la Marne contre la Société PONTREX à Montreuil (93) (HLM, soldé de règlement de travaux, pénalités de retard), 1980-1985

CX.1106 - Recours de Melle BANCEL à Sannois (APL), 1980-1984

CX.1107 - Affaire de M. et Mme HOVEL Guy à Ploudergat contre l'OPHLM de Chartres, 1982

CX.1108 - Recours de Mme BARBU à Paris et M. BRET à Meylan contre un arrêté du Commissaire de la République de l'Isère ordonnant la dédensification d'un local sis 12 Grand Rue à Grenoble, 1982

CX.1109 - Recours de l'OPHLM du Doubs à Besançon contre M. Pierre GAIFFE, architecte (HLM, marché d'études), 1981-1985

CX.1110 - Recours des époux André SALVI à Métabief (les Hôpitaux Neufs) (APL), 1982-1984
1975-1985

19920437/70

CX.1111 - Recours de M. CUSSENZA à Nice contre l'OPHLM de Nice et GAZ-de-FRANCE (HLM, dommages de Travaux Publics), 1981-1986

CX.1112 - Recours de M. Philippe DAMEN à Aulnoye-Aymeries (APL), 1982-1985

CX.1113 - Recours de Mme EGEA Josepha à Le Boulou (Pyrénées-Orientales) (HLM, licenciement d'une gardienne d'immeuble), 1981-1983

CX.1114 - Pourvoi d'appel de Mme Madeleine VILAS à Levallois (92) (prime à la construction), 1983-1984

CX.1115 - Pourvoi de la S.A. d'HLM "Travail et Propriété" à Paris contre le Maire d'Ozoir-la-Ferrière (77) (réquisition de logement), 1981-1984

CX.1116 - Recours de l'OPHLM de Drancy contre la Société HERVE à Mantes-la-Jolie (HLM, planning d'exécution, qualité des matériaux), 1982-1983

CX.1117 - Recours de l'OPHLM de Nice contre la Société COLAS, la Société des Grands Travaux de l'Est et autres (HLM, malfaçons), 1981-1985

CX.1118 - Recours du Centre Hospitalier Général de Grasse contre la S.A. SEDIM (désordres), 1982-1983

CX.1119 - Recours de M. Francis DELORME à Nantes (APL), 1982-1983

CX.1120 - Recours de l'OPHLM de Meurthe-et-Moselle contre Mme PINI (HLM, licenciement et suppression du versement de prestations sociales), 1979-1985
1979-1986

19920437/71

CX.1121 - Recours de M. Alain CROCQUET à Bassens (acquisition de logement HLM à usage locatif par leurs locataires), 1982-1984

CX.1122 - Recours de MM. PEREZ et SILVENT et autres à Montpellier contre l'OPHLM de l'Hérault, 1982

CX.1123 - Recours de l'U.N.P.I. (Union Nationale de la Propriété Immobilière) à Paris contre la circulaire du 17/08/1982 relative à l'application des nouvelles dispositions législatives et réglementaires en matière de loyer, 1982-1984

CX.1124 - Recours de M. Roland BONNIERE à Fougères-sur-Bièvre (Loir-et-Cher) (APL), 1982-1984

CX.1125 - Recours de M. Claude BERTRAND à Mouilleron-en-Pareds (Vendée) (APL), 1982-1985

CX.1126 - Recours de Mme Catherine RIOU à Trappes (APL), 1982-1983

CX.1127 - Recours de l'OPHLM de la ville de Nancy contre M. Roger KRUGER et la Société VILLERUPTIENNE de Travaux Publics (HLM, malfaçons), 1982-1983

CX.1128 - Recours de M. BERTHOLON Paul à Saint-Etienne et de l'Entreprise GENESTE-LEPETIT contre l'OPHLM de la Loire, 1982

CX.1129 - Recours de l'Entreprise MURAT contre l'OPHLM de la Région Parisienne (HLM, marchés), 1982-1983

CX.1130 - Recours de M. Daniel MERLIN à Grand-Fort-Philippe (Nord) (APL), 1982-1985

CX.1131 - Recours de M. MENVEUX Roger à Cléré-les-Pins (Indre-et-Loire) (APL), 1982-1985

CX.1132 - Recours de la SARL DOURSON contre l'OPHLM de Metz (HLM, malfaçons), 1978-1985

CX.1133 - Recours de la S.A. TASSONI à Saint-Denis contre l'OPHLM de Saint-Denis (HLM, malfaçons), 1978-1985

CX.1134 - Recours de la SARL GETRIM à Rennes (Immeuble de Grande Hauteur, résidence "Les Rives de l'Ille"), 1982-1984

CX.1135 - Recours de l'OPHLM d'Ille-et-Vilaine à Rennes contre MM. COUE et MORVAN, architectes (HLM, malfaçons), 1982-1986

1978-1986

19920437/72

CX.1136 - Recours de l'OPHLM de l'Yonne à Auxerre contre l'Entreprise DESCHAMPS et autres (HLM, malfaçons), 1980-1987

CX.1137 - Recours de l'Entreprise LEDU et Fils à Quimper (Finistère) contre l'A.N.A.H., 1982

CX.1138 - Recours de la Commune d'Huez à Oisans contre la S.A. CHAMONS, le C.E.S.T., la S.A. QUIRI et le Ministère de l'Urbanisme et du Logement (construction de la patinoire de l'Alpes-d'Huez), 1982-1983

CX.1139 - Recours de l'OPHLM de la ville de Puteaux contre un arrêté du Préfet des Hauts-de-Seine (subvention pour dépassement de la charge foncière de référence d'une opération de construction de 255 logements à Puteaux, rue de la République), 1982-1984

CX.1140 - Recours de M. Jean-Claude DELORMEAU à Lyon 3ème (A.P.L.), 1982-1983

CX.1141 - Recours de l'Association Professionnelle des Sociétés Civiles de Placements Immobiliers (ASPIM) contre la circulaire du 17/08/1982 relative à l'application de nouvelles dispositions législatives et réglementaires en matière de loyers, 1982-1984

CX.1142 - Affaire de M. Robert DAVIDSON à Sceaux (Sécurité d'incendie dans un immeuble), 1982

CX.1143 - Recours de la Société POUTREX à Montreuil contre l'OPHLM de Châlons-sur-Marne (HLM, solde de règlement de travaux), 1980-1985

CX.1144 - Recours de la Société des Equipements Scéniques FECHOZ à Paris 18ème contre l'OPHLM de la Ville de Paris (solde de règlement de travaux), 1982

CX.1145 - Recours de M. Jean-Pierre TOLLEMER à Montgermont (Ille-et-Vilaine) (APL), 1982-1983

CX.1146 - Recours de M. Germain JACK à Paris 14ème contre l'OPHLM de Paris (acquisition de logements HLM par leurs locataires), 1982

CX.1147 - Recours de la Société Omnium Technique d'Habitation à Paris contre la SEM d'aménagement et de rénovation de l'Agglomération d'Auxerre (malfaçons), 1980-1983

CX.1148 - Recours de l'Amicale, Confédération Nationale du Logement de Tomblaine et autres contre l'OPHLM de Meurthe-et-Moselle (transformation de l'OPHLM de Meurthe-et-Moselle en Office Public d'Aménagement et de Construction "OPAC"), 1982-1984

CX.1149 - Recours de M. François-Marie FRATACCI à Paris 14ème (prime à la construction, annulation), 1982-1984

CX.1150 - Recours de l'OPHLM de la Haute-Loire à Le Puy, contre les consorts SURREL (HLM, désordres occasionnés au mur Sud-Ouest de la propriété des consorts SURREL), 1982-1985

1980-1987

19920437/73

CX.1151 - Recours de M. DEDIEU Christian à Saint-Ligier (APL), 1982-1985

CX.1152 - Recours de l'Association des locataires du lotissement HLM "Maisons Individuelles", Cité Fleurie à Floirac contre l'OPHLM de la Gironde à Bordeaux (vente de logements HLM à usage locatif à leurs locataires), 1982-1984

CX.1153 - Recours de M. BRENAC Michel à Montayrac (APL), 1982-1984

CX.1154 - Recours de la Société d'Etudes d'Ensembles Techniques (S.E.E.T.) à Asnières (Hauts-de-Seine) contre l'OPHLM de la Communauté Urbaine de Brest (HLM, malfaçons), 1982-1985

CX.1155 - Recours de la SARL Entreprise BARRE à Montsûrs contre l'OPHLM de la Communauté Urbaine du Mans (HLM, réalisation de marché), 1982-1985

CX.1156 - Recours de M. J. Baptiste MORRONI à Grenoble (prime à la construction), 1982-1984

CX.1157 - Recours de M. Jean MORGILLO à Lège-Cap-Ferret (Gironde) (A.P.L.), 1983-1984

CX.1158 - Recours du Syndicat National des Professionnels Immobiliers (SNPI) contre le décret n° 82-888 du 18/10/1982 relatif à la Commission Nationale des Rapports Locatifs, 1983-1988

CX.1159 - Recours de l'OPHLM de la Communauté Urbaine de Brest contre M. CORTELLARI, architecte (HLM, malfaçons), 1982-1983

CX.1160 - Recours de l'Association Force Ouvrière Consommateurs (A.F.O.C.) contre le décret n° 82-888 du 18/12/1982 relatif à la Commission Nationale des Rapports Locatifs, 1983-1988

CX.1161 - Recours de l'OPHLM de Toulouse contre M. LOUBET, 1983

CX.1162 - Recours de Mme Brigitte BARBARY à Taverny (95) (A.P.L.), 1983

CX.1163 - Recours de Mme Reine DELPEYROUX à Mauriac (A.P.L.), 1982-1987

CX.1164 - Recours de M. AMROUNE à LYon (APL), 1983-1986

CX.1165 - Pourvoi de M. André GIRARD à Le-Plessis-Robinson contre l'OPHLM Interdépartemental de la Région Parisienne (révocation d'un agent de ses fonctions d'ingénieur en chef à l'Office Interdépartemental de la Région Parisienne), 1983
1982-1988

19920437/74

CX.1166 - Recours de M. LACAILLE à Clichy (attribution de subvention de l'ANAH), 1983

CX.1167 - Recours de Mme DI FREDERICO à Martigues (primes à la construction), 1983-1984

CX.1168 - Recours de Mme LAMBOURDIERE Paulette à Bondy contre l'OPHLM de Bondy (acquisition de logement HLM à usage locatif par leurs locataires), 1981-1985

CX.1169 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris contre la Société Industrielle du Bois et Articles Manufacturés (S.I.B.A.M.) (malfaçons), 1978-1985

CX.1170 - Recours de l'OPHLM de Meurthe-et-Moselle contre Mme Anne-Marie BRUA (HLM, Personnel), 1981-1984

CX.1171 - Recours de l'OPHLM de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines contre Mme HAMAMOUCHE au nom de la Société F. MARTIN (HLM, malfaçons), 1983-1987

CX.1171 bis - Recours des conjoints BECHETOILLE (primes à la construction), 1967-1986

CX.1172 - Recours de l'OPHLM de Saint-Brieuc contre MM. DENIEUL, LEGRAND et RABINEL à Neuilly-sur-Seine, 1982-1985
1967-1987

19920437/75

CX.1174 - Recours de M. DUWAUD Raymond à Audenge (APL), 1984

CX.1175 - Recours de M. TORREZ Daniel à La Madeleine (Nord) (APL), 1982-1985

CX.1176 - Recours de la Commune de Proville contre MM. BOCQUET et VANDERSCHULDEN (Cité insalubre), 1982-1983

CX.1177 - Recours de l'OPHLM de Luneville contre la S.A. CRACCO (HLM, malfaçons), 1982-1985

CX.1178 - Recours de la Société Coopérative d'HLM "La Maison Familiale" contre les Etablissements RINEAU Frères, EVANO et autres (malfaçons affectant un réseau de chauffage), 1983

CX.1179 - Recours de Mme Jacqueline DUBOIS à Beauchamp (95) (APL), 1983

CX.1180 - Recours de Mme Huguette COX à Pantin (APL), 1983-1986

CX.1181 - Recours de l'Office Public Municipal d'HLM de la ville de Bastia contre la Société O.T.H. Méditerranée (HLM, marchés), 1982-1984

CX.1182 - Recours de M. Alain VULCAIN à Sathonay-Camp (Rhône) (APL), 1983-1986

CX.1183 - Recours de l'Office Public d'HLM de la Région Parisienne contre la Compagnie Générale d'Entreprise de Chauffage (CGEC) à Paris (HLM, résiliation de marché), 1982-1986

CX.1184 - Recours de M. Alexandre SINTES à Douvaine (Haute-Savoie) (APL), 1983-1984

CX.1185 - Recours de l'OPHLM de la Haute-Saône à Vésoul contre la Société SERC (accident du jeune Martial VITTET), 1982-1985
1982-1986

19920437/76

CX.1186 - Recours de la S.A. Entreprise Henri FAURE à Montrouge contre la ville de Fresnes (marchés de Travaux Publics), 1982-1983

CX.1187 - Recours des époux CRESPIEN à Châtillon-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine) (APL), 1983-1985

CX.1188 - Recours de l'OPHLM de la ville de Nancy contre Mme MELCHIOR (licenciement, personnel HLM), 1982-1984

CX.1189 - Recours de l'OPHLM de Cholet, de la Société BROCHARD et GAUDICHET, de M. Francis PIERRES, architecte, contre le Bureau d'Etudes O.T.H. à Paris (HLM, malfaçons), 1982-1986

CX.1190 - Recours de l'OPHLM du Département de Meurthe-et-Moselle à Nancy contre l'Amicale des Locataires du Haut-des-Vignes et autres, à Maxeville (recouvrement des charges), 1983

CX.1191 - Recours de M. Bernard RIVAT à Saint-Maurice-en-Goergois (Loire) (A.P.L.), 1983-1986

CX.1192 - Affaire "La Maison Familiale" contre RINEAU-EVANO, 1983

CX.1193 - Recours de M. ECANEZ à Genas (Rhône), (APL), 1983-1987

CX.1194 - Recours de l'OPHLM du Morbihan à Vannes contre M. GERMAIN et autres (HLM, malfaçons), 1982-1985

CX.1195 - Recours de M. LUCIA Sauveur à Villeneuve-lès-Maguelonne (Hérault) (APL), 1983-1987

CX.1196 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris contre Mme CHANDLER à Paris 19ème (vente de logements HLM à usage locatif à leurs locataires), 1982-1987

CX.1197 - Recours de l'OPHLM de Saint-Brieuc contre la Société d'Exploitation de l'Entreprise BUDET et autres (HLM, malfaçons), 1982-1985

CX.1198 - Recours de Mme JEANNEY Elisabeth à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône) (APL), 1983
1982-1987

19920437/77

CX.1199 - Recours de M. Gilbert BONNETTE à Boulogne-Billancourt (primes à la construction), 1982-1987

CX.1200 - Recours de M. ABDERRAHMAN KADIRI à Maintenon (Eure-et-Loir) (APL), 1983-1984

CX.1201 - Recours de M. Jacques LAUJOL à Agen (prime à l'amélioration de l'habitat), 1983-1984

CX.1202 - Recours de l'Union Fédérale des Consommateurs (U.F.C.) à Paris contre le décret n° 82-888 du 18/10/1982 relatif à la Commission Nationale des Rapports Locatifs, 1982-1987

CX.1203 - Recours de l'OPHLM de la Communauté Urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing à Lille contre le Bureau d'études "Moyens Techniques et Projets" à Paris (exécution des décisions des juridictions administratives par les Offices Publics d'HLM), 1982-1986

CX.1204 - Requête de la Société G.B.A. Berry-Loire à Vierzon contre les époux CARIO (recours en appréciation de la légalité de l'article R.231-5 du Code de la Construction et de l'Habitation), 1983-1984

CX.1205 - Recours de M. AIMABLE Vincent à Auchel (Pas-de-Calais) (APL), 1983-1986

CX.1206 - Recours de Mme Patrice BELIN à Biffontaine (Vosges) (APL), 1983-1984

CX.1207 - Recours de M. ROCH MARAMINCHI à Travo-Ventiseri (Prêt Immobilier Conventionné),
1982-1984
1982-1987

19920437/78

CX.1209 - Recours de Mme Marie-José FICAMOS à Brest (primes et prêts), 1982-1984

CX.1210 - Recours de M. Jean VINCENT à Fay-aux-Loges (Loiret) (primes à la construction), 1982-1985

CX.1211 - Recours de la Société Hervé PICOT à Bassussary (Pyrénées-Atlantiques) contre le décret n° 82-954 du 9/11/1982 (charges récupérables), 1983

CX.1213 - Recours de M. Stephan REGOSZ à Combes-la-Ville (Seine-et-Marne) (APL), 1983-1985

CX.1214 - Recours de M. Gérard PANIZZINO à Aix-en-Provence (APL), 1983-1984

CX.1215 - Recours de l'ANAH contre M. COSAI Guy à Beaumes-de-Venise (Vaucluse) (subvention pour la rénovation d'un immeuble à Carpentras), 1983-1987

CX.1216 - Recours de M. VIDON-TAROT à Bordeaux (prêt aidé en accession à la propriété), 1982-1986

CX.1217 - Recours de M. Patrick MARTIN à Targon (Gironde) (APL), 1983-1985

CX.1218 - Affaire de l'OPAC de Montpellier (exécution des décisions des juridictions administratives par les OPHLM), 1982-1983

CX.1219 - Recours de M. Guy LANNAUD à Loudun (Vienne) (primes à la construction), 1980-1984
1980-1987

19920437/79

CX.1220 - Recours de M. Marcel WALTER à Auzainvilliers (Vosges) (prime de déménagement), 1983-1984

CX.1221 - Requête M. Victor SCHOLASTIQUE à Fort-de-France (Martinique) contre une décision du Commissaire de la République / département de la Martinique (Lotissement, POS), 1975-1983

19920437/80

CX.1226 - Recours de l'Office Public d'Aménagement et de Construction (OPAC) du Val-de-Marne à Saint-Maur contre l'Entreprise DUMONT et BESSON, la succession CAPRA et M. ZAVARONI, architecte et autres (HLM, malfaçons), 1982-1985

CX.1227 - Recours de M. Jean-Luc MIOSSEC à Garges-lès-Gonesse (Val d'Oise) (APL), 1983-1984

CX.1228 - Recours de M. VLADO SKOT à Saint-Martin-sur-Cojeu 1 (Pas-de-Calais) (APL), 1983-1985

CX.1229 - Recours de M. Paul RENAUD à Brux (Vienne) (primes et prêts), 1983-1985

CX.1230 - Recours de Mme MILANI Josette et autres (affaire coopérative de production d'HLM PRO-CONSTRUIRE)

CX.1231 - Recours de MM. PERROUSE et CAUQUIL-GLEIZES à Béziers (Hérault) (HLM, malfaçons), 1982-1985

CX.1232 - Recours de M. et Mme BROUSSE à Evry (APL), 1983-1984

CX.1233 - Affaire de M. RENAND Jacques à Bourg-en-Bresse (ANAH, subventions), 1983

CX.1234 - Recours de M. et Mme DORMY à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) (APL), 1983-1984

CX.1235 - Recours de Mme Lucienne PERRY à Le Mans (relogement), 1983

CX.1236 - Recours de la S.A. d'HLM "Le Gai Logis" (dissolution d'une Société Anonyme d'HLM), 1983-1987

CX.1237 - Recours de l'OPHLM de la Mayenne à Laval contre la Société Mixte d'Aménagement de la Ville de Laval et autres (HLM, malfaçons), 1982-1985

CX.1238 - Recours de Mme Marguerite KAUFFMAN à Choisy-le-Roi (expropriation de terrain), 1983

CX.1239 - Recours de M. Jean AUZOLE à Cantoin (Aveyron) (primes à la construction), 1983-1985

CX.1240 - Recours de la S.A. de Pavage et des Asphaltes de Paris (S.P.A.P.A.) contre l'OPHLM de Paris (HLM, malfaçons), 1982-1987

CX.1241 - Affaire de la Société SOCCRAM à Argenteuil (résiliation de contrat de chauffage), 1983
1982-1985

19920437/81

CX.1242 - Recours de l'OPHLM de la ville de Narbonne contre M. Pierre BARBE (composition de C.A. de l'OPHLM de Narbonne), 1983-1986

CX.1243 - Recours de M. François ROLLA à Maisse (Essonne) (APL), 1983-1984

CX.1244 - Recours de M. et Mme MERCEREAU à Nantes (APL), 1983-1985

CX.1245 - Pourvoi de M. Charles BLANC à Toulon (immeuble menaçant ruine), 1982-1986

CX.1247 - Recours de Mme Catherine DESREUMEAUX à Cappelle-la-Grande (Nord) (APL), 1983-1985

CX.1248 - Affaire ORAD, HAMEL, DRIGUEZ à Plessis-Robinson (refus d'acquisition de logement),
1983-1984

CX.1249 - Recours de M. DESROCHE Jean-Jacques à Saint-Gilles-les-Bains (La Réunion) (primes à la construction), 1983-1986

CX.1250 - Recours de l'OPHLM de la ville de Bobigny contre la Société VINET (HLM, malfaçons), 1981-
1985

CX.1251 - Recours de M. Jean-Philippe SPEGAGNE à Rennes (Ille-et-Vilaine) (APL), 1983-1984

CX.1252 - Recours de M. Francis COHEN à Villeneuve-sur-Lot (APL), 1983-1984

CX.1253 - Recours de M. Jackie MEROUANE à Neuilly-sur-Marne (APL), 1983-1984

CX.1254 - Recours hiérarchique de M. Guy MARTELLET à Meyzieu (Rhône) (transformation d'un local à usage d'habitation en local commercial), 1983-1987

CX.1255 - Conditions d'accès au principalat des attachés des OPHLM, 1983
1982-1987

19920437/82

CX.1256 - Recours de M. Jean PONCET à Lyon (primes à la construction), 1985

CX.1259 - Recours de Mme Christian MERY à Brulon (Sarthe) (APL), 1983-1985

CX.1260 - Recours de M. Edouard GASPARD à Villeneuve-d'Ascq (Nord) (primes à la construction),
1983-1985

CX.1261 - Recours de M. Léopold FARFANTOLI à Châteauneuf-de-Chabre (Laragne-Montéglin, Hautes-Alpes) (primes à la construction), 1983-1985

CX.1262 - Recours de M. Louis DIEUX à Maizières-la-Grande Paroisse (Romilly-sur-Seine, Aube) (primes à la construction), 1983-1987

CX.1263 - Recours de l'Entreprise Joseph BROSOLO à Brest contre l'OPHLM de la ville de Brest (HLM, malfaçons), 1982-1986

CX.1264 - Recours de M. Jacques DESENLIS à Crecques-Mametz (Pas-de-Calais) (APL), 1983-1986

CX.1265 - Recours de Mme Michel JEANNOT à Avricourt (Meurthe-et-Moselle) (APL), 1983-1984

CX.1266 - Cour des Comptes (examen des comptes de l'OPAC des Bouches-du-Rhône), 1983

CX.1267 - Recours de M. Ahmed AFIFE à Valence (Drôme) (APL), 1983-1984

CX.1268 - Recours de l'OPHLM des Hauts-de-Seine contre Mme PERRUSSET Marie-Dominique à Paris 13ème, 1983-1984

CX.1269 - Recours de M. Jean-Charles POLIDORI à Bastia (primes à la construction), 1983-1986

CX.1270 - Recours de Mme Daniel LENOIR à Locquinghem (Pas-de-Calais)(APL), 1983-1986
1982-1987

19920437/83

CX.1271 - Eléments de réponse concernant les problèmes juridiques posés par la politique PIP et par les conventions de programme de fourniture, 1983

CX.1272 - Recours de M. Alain NOEL à Serres-Castet (Pyrénées-Atlantiques) (APL), 1982-1986

CX.1273 - Recours de M. Aaron BERNSTEIN à Bayonne (APL), 1982-1986

CX.1274 - Recours des conjoints CHABROUX à Lyon contre la S.A. "Les Fils de E. PITANCE et Cie" à Lyon (permis de démolir), 1981-1984

CX.1275 - Affaire de l'Office Central Interprofessionnel du Logement (OCIL) contre l'Entreprise PASCAL et les Etablissements ALAZARD (opération Chanteloup-les-Vignes, marchés), 1984-1987
1981-1987

19920437/84

CX.1276 - Recours de M. et Mme MONTEIL à Port-sur-Saône (Haute-Saône) (APL), 1982-1989

CX.1277 - Recours de Mme Arlette BARBE à Aubiet (Gers) (APL), 1983-1986

CX.1278 - Recours de l'OPHLM de la ville du Kremlin-Bicêtre (HLM, malfaçons), 1982-1986

CX.1279 - Recours de M. Jean-François LOUET à Saint-Evarzec (Finistère) (APL), 1983-1986

CX.1281 - Recours de M. Jean-Claude BROUTIN à Amiens contre l'OPAC d'Amiens (suspension du Conseil d'Administration de l'OPAC d'Amiens), 1983-1985

CX.1282 - Recours de M. Gérard AUGUY à Clermont-Ferrand (prime à la construction), 1983-1985

CX.1283 - Recours de Mme DIULEIN à Brest (prime de déménagement), 1983-1985
1980-1989

19920437/85

CX.1284 - Recours de M. LACAILLE Guy à Saint-Laurent-de-la-Prée (Charente-Maritime) contre l'ANAH (rejet de subvention), 1983-1985

CX.1285 - Recours de M. André VENIEL et Mme BLOT à Nérac (Lot-et-Garonne) (APL), 1983-1985

CX.1286 - Plainte de locataires de l'OPAC de Meurthe-et-Moselle auprès du Procureur de la République de Nancy contre M. GERARD, Directeur de l'Office (charges locatives), 1983

CX.1287 - Recours de M. Alain RAMSTEIN à Le Muy (Var) (APL), 1983-1984

CX.1288 - Recours de Mme Marcelle RONDIN à Chaumes-en-Brie (Seine-et-Marne) (APL), 1983-1984

CX.1289 - Recours de Mme Michèle DUHAMEL à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) (APL), 1983-1986

CX.1290 - Recours de M. Michel BODET à La-Roche-sur-Yon (Vendée) (APL), 1983-1986

CX.1291 - Recours de Mme ROUSTIE à Biganos (Gironde) (APL), 1983-1985

CX.1292 - Recours de M. Abdelkader DAGDAG à Millau (Aveyron) (APL), 1983-1985

CX.1293 - Recours de la Mutuelle des Architectes Français contre certaines dispositions du décret n° 82-1159 du 30/12/1982, 1983-1984

CX.1294 - Affaire des époux SIMON à Aubigny-sur-Nère (Cher) contre la SARL BEBTP Auton le Cottage à Bourges, 1983-1986

CX.1295 - Affaire de M. GOMEZ Antoine à Savigny-en-Septaine (Cher) contre la SARL BEBTP Auton Le Cottage à Bourges, 1983-1984

CX.1296 - Recours de la Société GROSSO-HUMBERT à Toulon contre les consorts COUADOU (HLM, malfaçons), 1982-1986

CX.1297 - Affaire de M. Jean MARSAC à Saint-Etienne-de-Mont luc (Loire-Atlantique) (prêt aidé en accession à la propriété), 1983-1986

CX.1299 - Recours de M. Jean-Michel FLOC'H à Thouarcé (Maine-et-Loire) (APL), 1986

CX.1300 - Requête de l'HLM de l'Europe et Logement Familial de l'Eure (lotissement de l'Aiguillon à Garennes-sur-Eure), 1983
1982-1986

19920437/86

CX.1301 - Recours de Mme Anne-Marie DELANNAY à Paris (prêt aidé en accession à la propriété PAP), 1983-1986

CX.1302 - Recours de Mme Gérard COUTRAS à Marcillac-Reignac (Gironde), 1983-1984

CX.1303 - Affaire de la SARL S.L.E.M. à Sainte-Geneviève-de-s-Bois, 1983

CX.1304 - Affaire de l'Union des Assurances de Paris (UAP) à Paris 1er, 1983

CX.1305 - Affaire de la Société Provençale d'Entreprises et de Constructions à Marseille (HLM, malfaçons), 1983

CX.1306 - Affaire de l'OPHLM de la ville de Nice contre la commune de Beausoleil (Alpes-Maritimes) (HLM, marchés et contrats), 1983-1986

CX.1307 - Recours de M. Jean-Luc DEPPE à Wimille (APL), 1984-1986

CX.1309 - Affaire de la Préfecture de Paris contre la SARL LOBO-Pierres et la Société E.S.C.L.S.A., 1983

CX.1311 - Recours de M. Jean HAZEBROUCK à Montmagny (Val d'Oise) (APL), 1983-1984

CX.1312 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris contre la Société SMAC-ACTEROID (HLM, malfaçons), 1982-1986

CX.1313 - Recours de l'Agence MAUBEC à Langon (APL), 1984

CX.1314 - Recours de M. Gérard THOUMINE à Saint-Caprais-de-Bordeaux (APL), 1983-1984

CX.1315 - Affaire de M. Michel MILLET à Avignon (Vaucluse) (HLM, personnel), 1984

CX.1316 - Recours de l'OPHLM de la ville de Paris (élections des représentants des locataires au Conseil d'Administration de l'OPHLM de la ville de Paris), 1983-1985

CX.1317 - Recours de la SOCOTEC contre l'OPHLM de la ville d'Avignon (HLM, malfaçons), 1983-1985

CX.1318 - Affaire de M. Raymond BARCONS à Dole (Jura), 1984

CX.1319 - Recours de l'OPHLM de Nice contre MM. BADANI, ROUX-DORLUT, ERENA et SCHNULTZ, architectes (HLM, malfaçons), 1983-1987

CX.1320 - Recours de la SOCOTEC contre MM. LINOSSIER, SARGE, SEASSAU et LOPEZ, architecte et l'OPHLM de Toulon (HLM, malfaçons), 1984

CX.1321 - Recours de M. et Mme LOUARN à Guengat (APL), 1984-1986

CX.1322 - Recours de M. Joseph ANTIER à Sainte-Christine (Maine-et-Loire) (subvention de l'ANAH), 1984-1986

CX.1323 - Recours de Mme Yvette POTEAU à Soissons (prêts aidés par l'Etat pour l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété "PAP"), 1984-1987

CX.1324 - Recours de M. Roger SECHER à Ingrandes-sur-Loire (Maine-et-Loire) (APL), 1982-1984

CX.1325 - Requête de M. NINAUD André à Sigoulès (Dordogne) (APL), 1983-1984

CX.1327 - Recours de l'ADAPELS (Association pour le Développement de l'Accession à la Propriété et l'Essor du Logement Social) contre l'arrêté en date du 23/08/1983, 1984-1987

CX.1329 - Recours de M. Jacques ALBERT à Doncourt-lès-Conflans (Meurthe-et-Moselle) (APL), 1984

CX.1330 - Recours de M. BOURGEOIS Jean-François à Gien (Loiret) (PAP), 1983-1985

19920437/87

CX.1332 - Recours de Mme Michaela VALLAGEAS à Paris 12ème (subvention de l'ANAH), 1983-1987

CX.1334 - Recours de la ville de Fougerolles (Haute-Saône) (immeuble présentant un péril non imminent), 1984

CX.1335 - Recours de M. et Mme de PANAFIEU à Malakoff (PAP), 1984-1985

CX.1336 - Recours de M. Michel ARLES à Trévoux (Ain) (prime à l'amélioration de l'habitat "PAH"), 1983-1985

CX.1338 - Recours de M. et Mme CARILLON-DUPOIRIEUX (APL), 1984-1985

CX.1339 - Recours de l'OPHLM de la Charente contre Mme PONCELET et autres (HLM, malfaçons), 1981-1985

CX.1340 - Recours de M. Pierre SAVALLI à Toulouse (prime à la construction), 1984-1985

CX.1341 - Requête de M. MOSER Bernard à Compiègne (Oise) contre l'OPAC de l'Oise (élections des représentants des locataires et des représentants du personnel au sein du Conseil d'Administration de l'Office), 1984

CX.1342 - Recours de M. et Mme CHAVALIER à Romainville (Seine-Saint-Denis) (prime à la construction), 1984-1986

CX.1343 - Recours de M. ADIDA et de l'Association Générale des Locataires de Toulouse et de sa région (élection des représentants des locataires au Conseil d'Administration de l'OPHLM de Toulouse), 1984

CX.1344 - Recours de Mme Lucie BIANCHI à Paris 17ème (prime à la construction), 1984-1986

CX.1345 - Instance en référé, MM. LUCET et NGUYEN-THE contre la SOCOTEC et le Ministère de l'Urbanisme et du Logement (marché de Travaux Publics), 1983-1984
1981-1987

19920437/88

CX.1347 - Affaire de la ville de Marseille contre l'Entreprise PASCAL, la Société des Grands Travaux et MM. PELTIER et PAYANY (construction du CES collège Château Forbin à Marseille, désordres et malfaçons), 1984-1987

CX.1348 - Recours de M. ROCAULT Michel contre une décision d'annulation de primes à la construction (Istres), 1984-1985

CX.1349 - Recours de M. René JUTEL à Amayé-sur-Orne (Calvados, Evrechy) (prêt PAP), 1983-1985

CX.1351 - Recours de CORDIER Gérard à l'Isle-sur-le-Doubs (APL), 1984-1985

CX.1352 - Recours de M. Daniel CHAUVEAU à Blois (Loir-et-Cher) (APL), 1984-1986

CX.1353 - Recours de Mme Christine MASSON-ZACHCIAT à Taverny (Val d'Oise) (APL), 1984

CX.1354 - Recours de M. Mohamed EMBARECK à Douai (APL), 1984-1986

CX.1355 - Recours de M. Charles MONTFORT à Papeete (Tahiti), 1983-1986

CX.1356 - Recours de M. Jean-Marie THIEBAUT à Anthelupt (Meurthe-et-Moselle) (APL), 1983-1985

CX.1357 - Recours de Mme DIDIER à Bry-sur-Marne (Val de Marne) (APL), 1984-1986

CX.1358 - Recours de M. Pierre-François HAUX à Auberchicourt (Nord) (APL), 1984-1985
1983-1987

19920437/89

CX.1360 - Recours de M. Christian VALERO à Romans (Drôme) (APL), 1984-1986

CX.1361 - Recours du Commissaire de la République du Maine-et-Loire contre l'OPHLM du département (indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires attribuées à certains agents des OPHLM), 1984

CX.1362 - Recours de M. Bernard CLAVERIE à Corbeil-Essonnes (Essonne) (APL), 1984

- CX.1363 - Recours de Mme Elisabeth DELLA-MARIA à Tonneins (Lot-et-Garonne) (APL), 1984-1985
- CX.1365 - Recours de M. Bernard REVEL à Magnac (Lot-et-Garonne, Penne d'Agenais) (APL), 1984-1985
- CX.1366 - Affaire de Mmes BELLIER, BIGEARD, BUYDENS et Melle FAYE (immeuble menaçant ruine), 1984
- CX.1367 - Recours du Syndicat des Copropriétaires de l'immeuble sis 39, rue du Général Foy à Paris 8ème (transformation de locaux), 1984-1985
- CX.1368 - Affaire de la Coopérative d'HLM de l'Eure, Logement Familial de l'Eure contre le Ministère de l'Urbanisme et du Logement et la S.A. Cochery (lotissement de l'Aiguillon à Garennes-sur-Eure), 1984
- CX.1369 - Affaire de M. Jean-Michel RIPPERT à Théoule-sur-Mer (Alpes-Maritimes) contre l'OPHLM de Nice, 1984
- CX.1370 - Recours de MM. PRUNET et GARAT, architectes à Rennes contre l'OPHLM d'Ille-et-Vilaine, la Société BELTRAM et le Bureau d'études OTH Loire-Bretagne (HLM, malfaçons), 1982-1984
- CX.1372 - Recours de M. DUVAL Laurent à Montsault (Val d'Oise) (changement d'affectation de locaux), 1984
- CX.1373 - Recours de l'OPHLM de la Communauté urbaine de Brest (marché de Travaux Publics), 1984-1987
- CX.1374 - Affaire de la SCI de la Résidence des Marronniers contre l'ANAH (subventions), 1983-1984
- CX.1375 - Requête de la S.A. "Compagnie industrielle du Poids-lourd" (litige ressortissant au Code de l'Urbanisme), 1984-1985
- CX.1376 - Recours de M. Jean-Luc TRANCHANT à Pleuven (Finistère) (APL), 1984-1986
- CX.1377 - Recours de Mme YAHIAOUI KHEDIDJA à Charvieu-Chavagnieux (Isère) (APL), 1984-1986
- CX.1378 - Recours de M. Jean BEDROSYAN à Gonesse (APL), 1984-1985
- CX.1379 - Requête de Mme Danièle BAGILET à Pech-de-Rayssac (Lot-et-Garonne) (APL), 1984-1985
- CX.1380 - Pourvoi de M. MORTIER Léon à Paris 18ème (demande d'annulation d'un ordre de versement), 1984-1986
1982-1987

19920437/90

- CX.1381 - Recours de M. et Mme Robert ALEXANDRE à Aubais (Gard) (A.P.L.), 1984-1987

CX.1384 - Requête de M. Najah ABDONNEBI à Paris 19ème (relogement d'un occupant d'un immeuble), 1984-1985

CX.1385 - Recours de M. Etienne LEMOINE à Vern-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine) (A.P.L.), 1984-1985

CX.1386 - Recours de M. BICHON Joseph à Saint-Père-en-Retz (Loire-Atlantique) (marché de Travaux Publics), 1982-1986

CX.1387 - Recours de Mme Roselyne TALBOT à Paris 18ème (Cumul d'un prêt en accession à la propriété et d'une prime à l'amélioration de l'habitat), 1984-1986

CX.1388 - Recours de Mme Annick BONNAFOUX à Rennes (prime de déménagement), 1984-1986

CX.1390 - Recours de M. Alain GAUDIN à Noisy-le-Grand (A.P.L.), 1984